



Commission
européenne



Tableau de bord social 2017

Indicateurs clés:
descriptions
et points saillants



Printed by the Publications Office in Luxembourg

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

© Union européenne, 2017

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Sur la page de couverture © iStock.com, 2017

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Print	ISBN 978-92-79-68031-1	doi:10.2767/190917	KE-01-17-363-FR-C
PDF	ISBN 978-92-79-68033-5	doi:10.2767/374810	KE-01-17-363-FR-N

TABLE DES MATIÈRES

Égalité des chances et accès au marché du travail	2
1. Éducation, compétences et apprentissage tout au long de la vie	2
Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation (% de la population âgée de 18 à 24 ans)	2
2. Égalité entre les hommes et les femmes sur le marché du travail	4
Écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes	4
3. Inégalités et mobilité ascensionnelle	6
Inégalités de revenus mesurées par le rapport interquintile (S80/S20).....	6
4. Conditions de vie et pauvreté	8
Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE) (% de la population totale).....	8
5. Jeunesse	10
Jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation (taux NEET) (% de la population âgée de 15 à 24 ans).....	10
Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables	12
6. Structure de la population active	12
Taux d'emploi (% de la population âgée de 20 à 64 ans)	12
Taux de chômage (% de la population active âgée de 15 à 74 ans).....	14
7. Dynamique du marché du travail	16
Participants à des politiques d'activation ou de soutien du marché du travail pour 100 personnes désireuses de travailler (total)	16
8. Revenus, y compris ceux liés à l'emploi	17
Revenu disponible brut réel des ménages (indice 2008=100)	17
Rémunération des salariés par heure travaillée (euros).....	19
Soutien des pouvoirs publics/Protection et inclusion sociales	21
9. Incidence des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté	21
Incidence des transferts sociaux (autres que les pensions) sur la réduction de la pauvreté	21
10. Accueil des jeunes enfants	23
Enfants dans des structures d'accueil (% des enfants âgés de moins de 3 ans).....	23
11. Soins de santé	25
Besoins en soins médicaux non satisfaits déclarés par l'intéressé (% de la population totale).....	25
12. Accès numérique	27
Le niveau de compétences numériques des personnes	27

Égalité des chances et accès au marché du travail

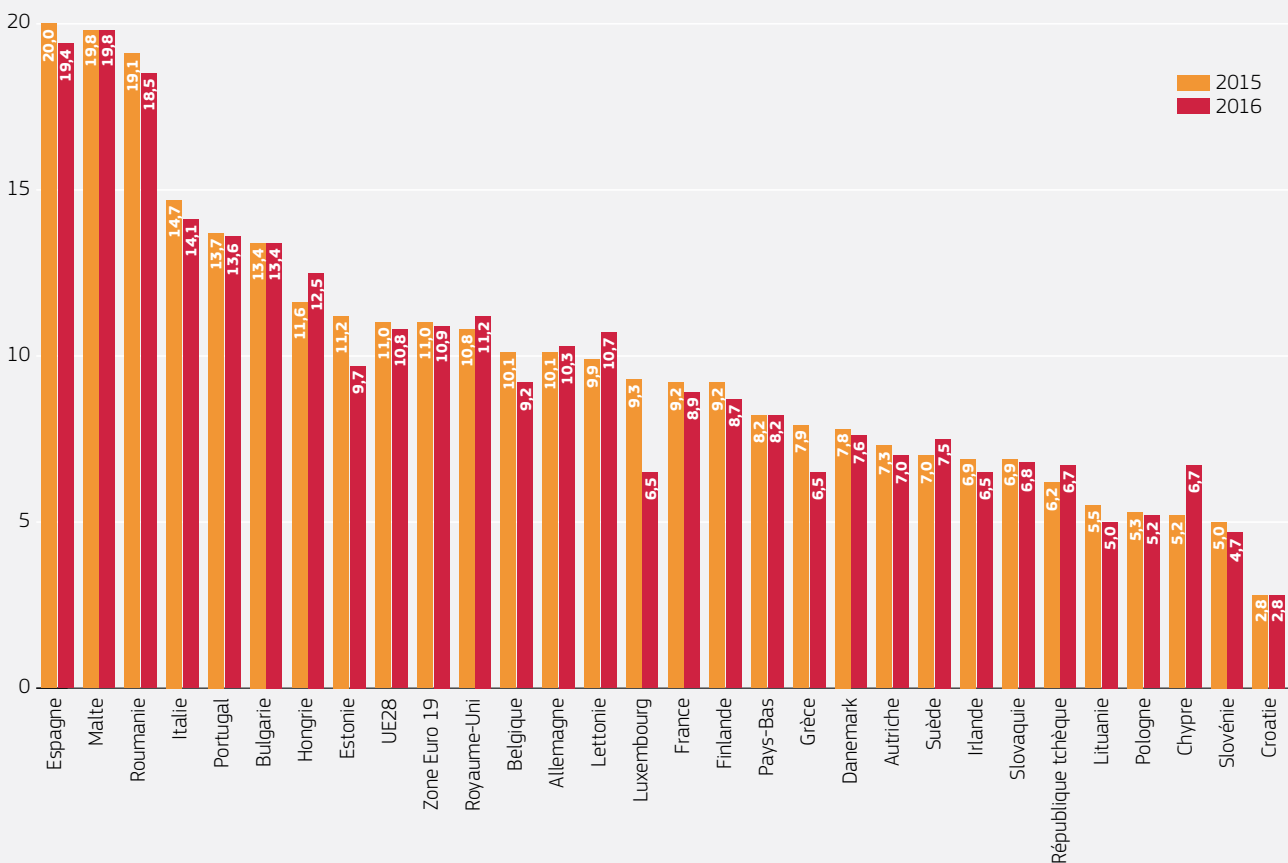
1. ÉDUCATION, COMPÉTENCES ET APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

JEUNES AYANT QUITTÉ PRÉMATURÉMENT LE SYSTÈME D'ÉDUCATION ET DE FORMATION (% DE LA POPULATION ÂGÉE DE 18 À 24 ANS)

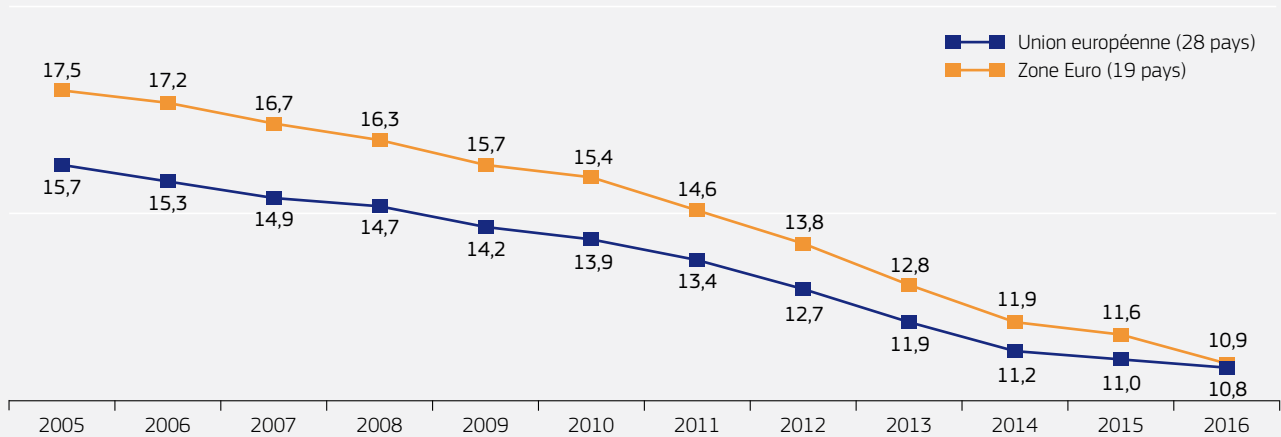
Description: l'expression «Jeune ayant quitté prématurément l'éducation et la formation» désigne une personne âgée de 18 à 24 ans, diplômée, au plus, du premier cycle de l'enseignement secondaire et ne poursuivant ni études ni formation complémentaires. L'indicateur est exprimé en tant que pourcentage de la population totale âgée de 18 à 24 ans.

Points saillants: dans l'Union européenne, la part des jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation n'a cessé de diminuer depuis 2005. Malgré des améliorations dans certains États membres du sud de l'Union européenne, des disparités persistent à ce jour (allant de 2,8 % en Croatie à 19,4 % en Espagne, 2016).

Graphique 1: Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation
(% de la population âgée de 18 à 24 ans)

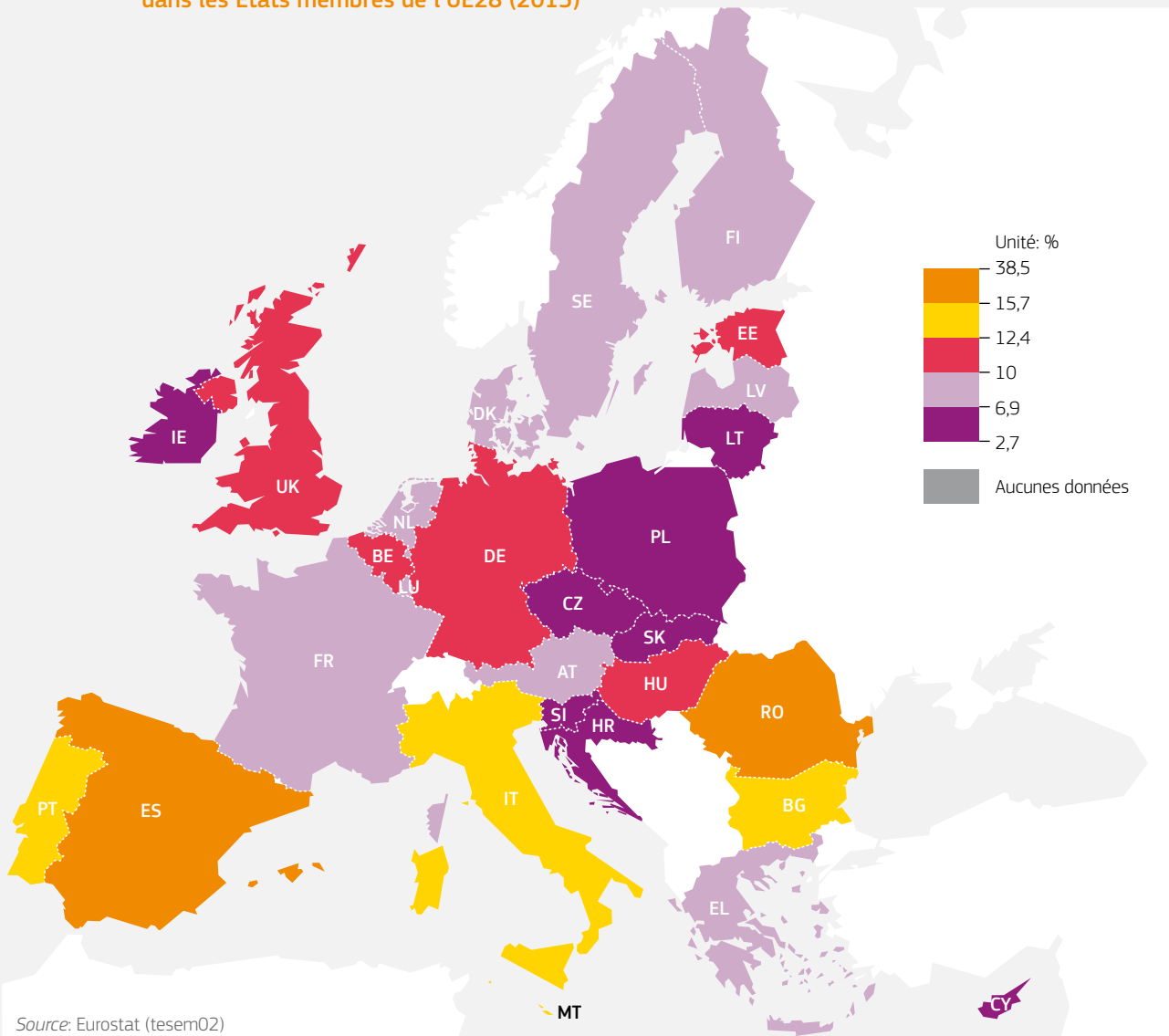


Graphique 2: Part de jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (tesem02)

Graphique 3: Part de jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation dans les États membres de l'UE28 (2015)



Source: Eurostat (tesem02)

Égalité des chances et accès au marché du travail

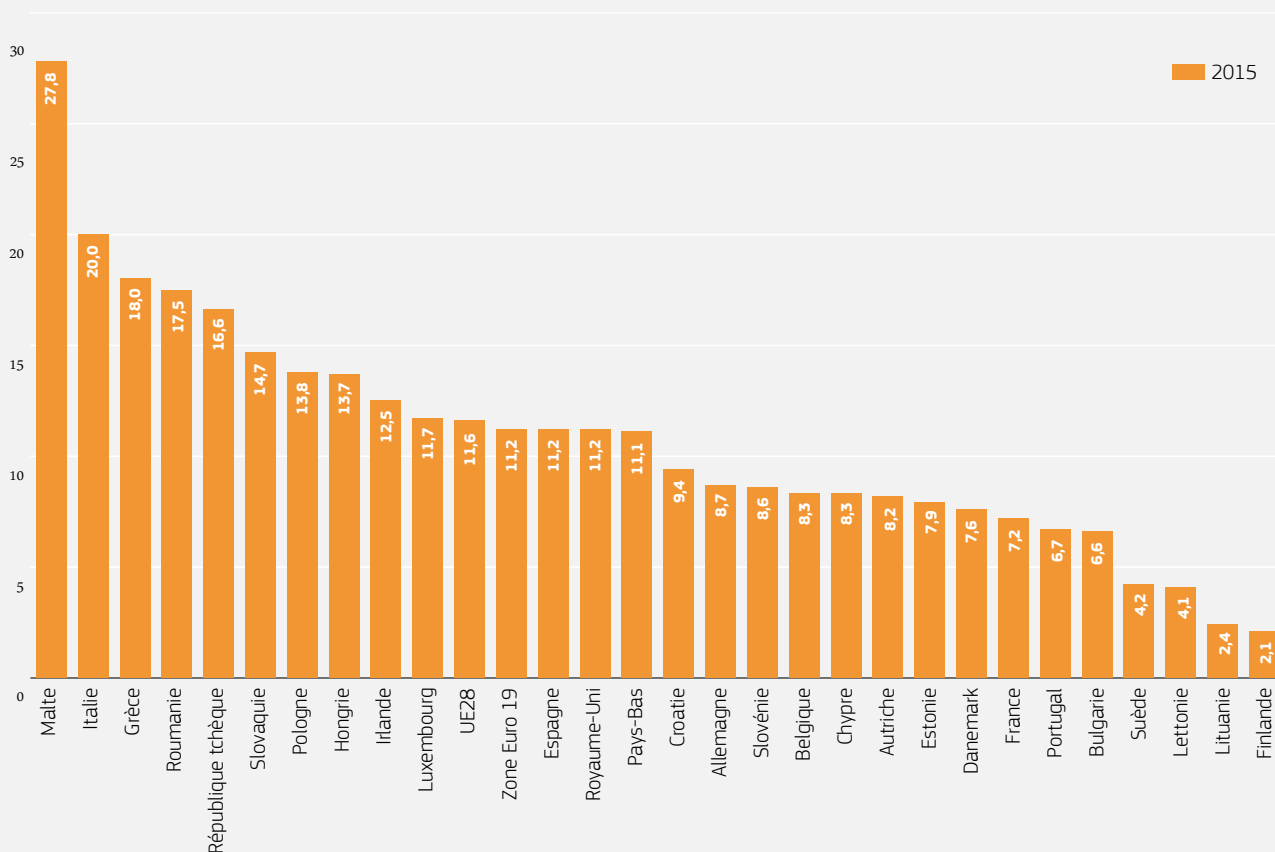
2. ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

ÉCART DU TAUX D'EMPLOI ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Description: écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes de 20 à 64 ans.

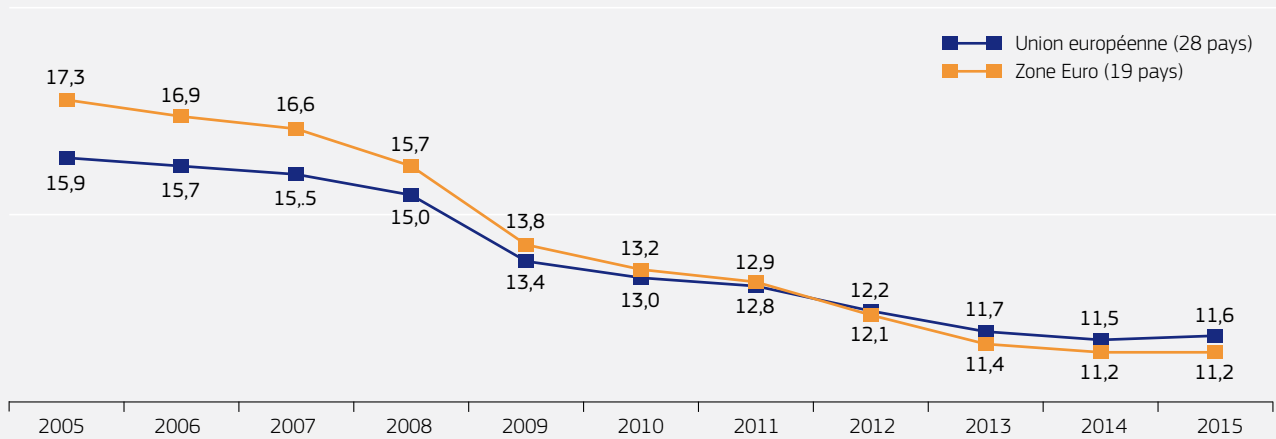
Points saillants: la réduction de l'écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes semble être sur la bonne voie. En moyenne, dans l'UE, cet écart a diminué et est passé de 15,9 % en 2005 à 11,6 % en 2015. Cependant, la tendance à la baisse de l'écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes ces dernières années est en partie due à la baisse de l'emploi chez les hommes (évolution défavorable), et ne découle pas seulement d'un taux d'emploi supérieur des femmes (évolution favorable). En 2015, les écarts du taux d'emploi entre les hommes et les femmes vont de 2,1 % en Finlande à 27,8 % à Malte.

Graphique 4: Écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes



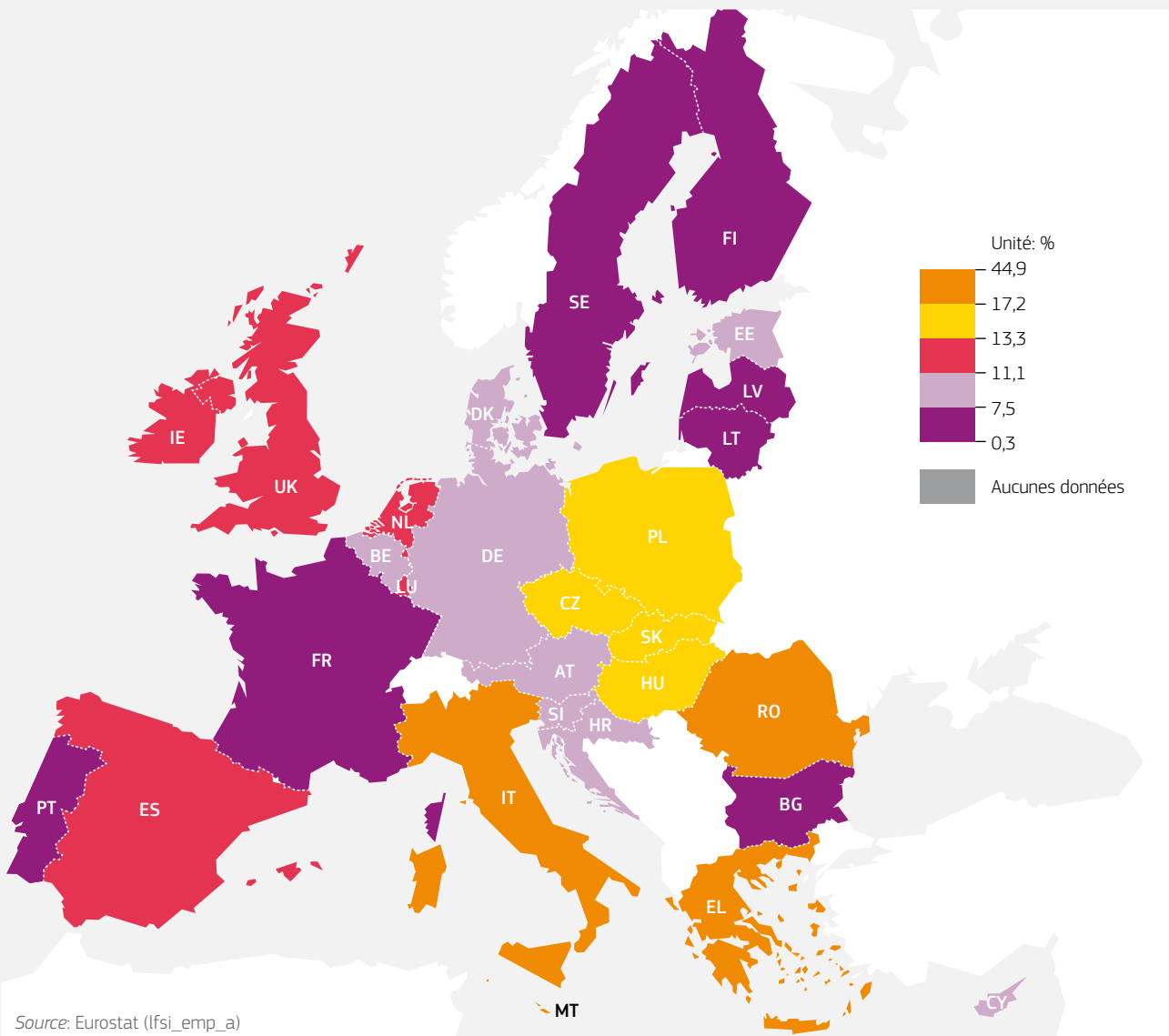
Source: Eurostat (lfsi_emp_a)

Graphique 5: Écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (lfsi_emp_a)

Graphique 6: Écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes dans les États membres de l'UE (2015)



Égalité des chances et accès au marché du travail

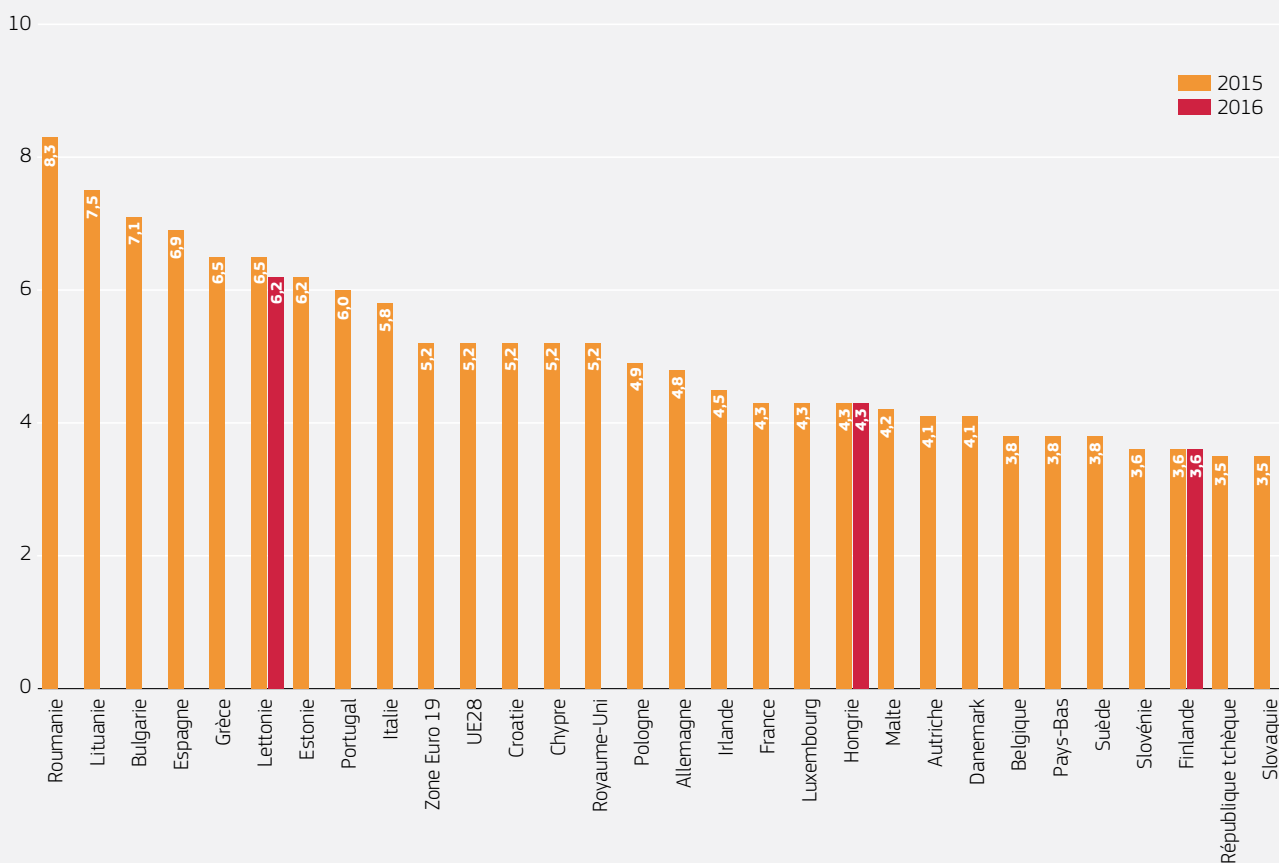
3. INÉGALITÉS ET MOBILITÉ ASCENSIONNELLE

INÉGALITÉS DE REVENUS MESURÉES PAR LE RAPPORT INTERQUINTILE (S80/S20)

Description: le rapport interquintile de revenu, ou rapport S80/S20, est une mesure de l'inégalité de la répartition des revenus. Il est calculé comme le rapport entre le revenu total perçu par les 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés (quintile supérieur) et celui perçu par les 20 % de la population ayant les revenus les plus bas (quintile inférieur).

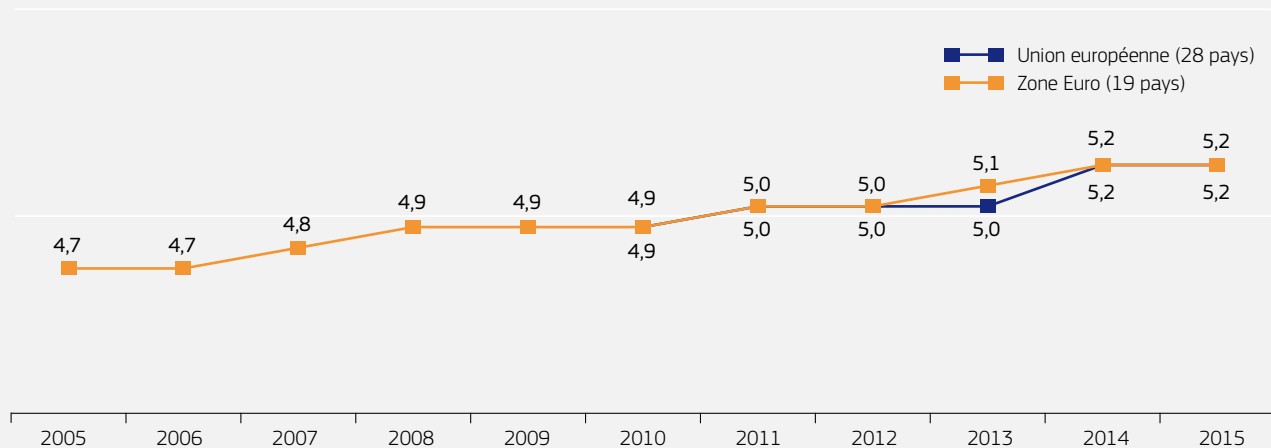
Points saillants: l'inégalité de la répartition des revenus dans l'UE a légèrement augmenté depuis 2010, les 20 % les plus riches de la population ayant un revenu d'activité près de 5 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. Davantage d'efforts doivent être déployés afin de combler l'écart entre «ceux qui ont» et «ceux qui n'ont pas». Des différences considérables sont constatées entre les États membres, avec, en 2015, un rapport interquintile de revenu allant de 8,3 en Roumanie à 3,5 en République tchèque et en Slovaquie.

Graphique 7: Rapport interquintile de revenu (S80/S20)



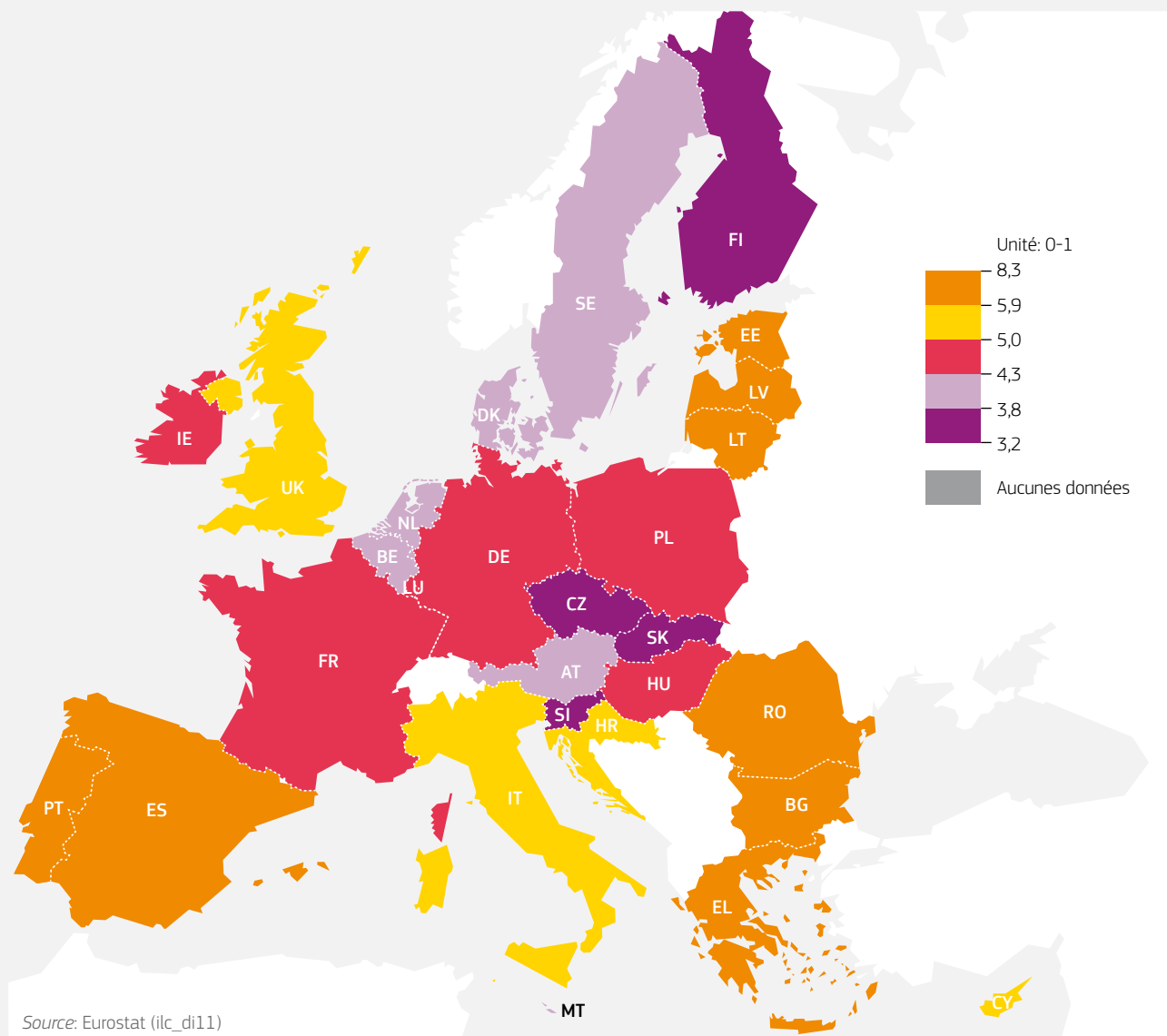
Source: Eurostat (ilc_di11)

Graphique 8: Rapport interquintile de revenu dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (ilc_di11)

Graphique 9: Rapport interquintile de revenu dans les États membres de l'UE (2015)



Source: Eurostat (ilc_di11)

Égalité des chances et accès au marché du travail

4. CONDITIONS DE VIE ET PAUVRETÉ

PERSONNES EXPOSÉES AU RISQUE DE PAUVRETÉ OU D'EXCLUSION SOCIALE (ARPE) (% DE LA POPULATION TOTALE)

Description: les personnes sont considérées comme étant exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale si elles sont dans l'une ou plusieurs des trois situations suivantes:

- Elles vivent dans une situation de privation matérielle grave; leurs conditions de vie sont limitées par une insuffisance de moyens mesurée par 4 des 9 privations suivantes: impossibilité 1) de payer le loyer/ le prêt hypothécaire ou les factures de consommation courante dans les délais; 2) de chauffer convenablement le domicile; 3) de faire face à des dépenses imprévues; 4) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent protéiné tous les deux jours; 5) de prendre une semaine de vacances hors du domicile; 6) d'acheter une voiture; 7) d'acheter une machine à laver; 8) d'acheter un téléviseur couleur; ou 9) d'acheter un téléphone (y compris un téléphone portable). Cet indicateur reflète la pauvreté absolue jusqu'à un certain point et est mesuré de la même manière dans tous les États membres.
- Elles vivent dans un ménage sans emploi ou un ménage à très faible intensité de travail; il s'agit de ménages dans lesquels, en moyenne, les personnes en âge de travailler (18 - 59 ans) ont travaillé moins

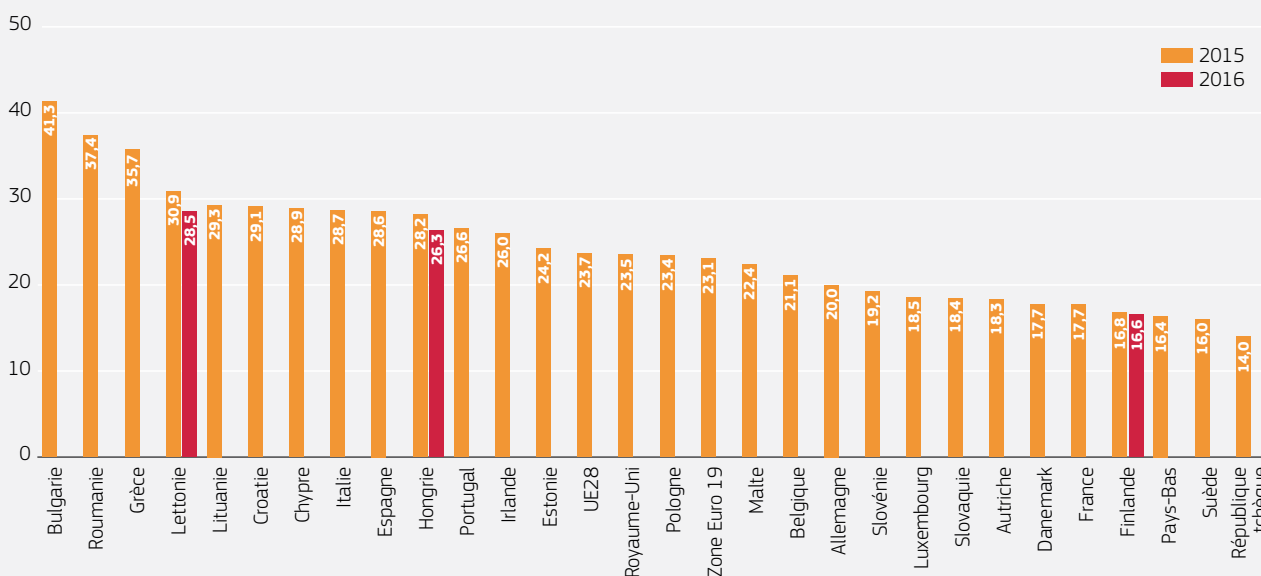
de 20 % de leur potentiel de travail total au cours de l'année écoulée, soit parce qu'elles étaient sans emploi soit parce qu'elles travaillaient à temps partiel plutôt qu'à temps plein (les personnes scolarisées sont exclues du calcul).

- Elles sont exposées au risque de pauvreté car elles vivent dans un ménage dont le revenu disponible équivalent (c'est-à-dire ajusté selon la taille et la composition du ménage) est inférieur au seuil de risque de pauvreté, fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national.

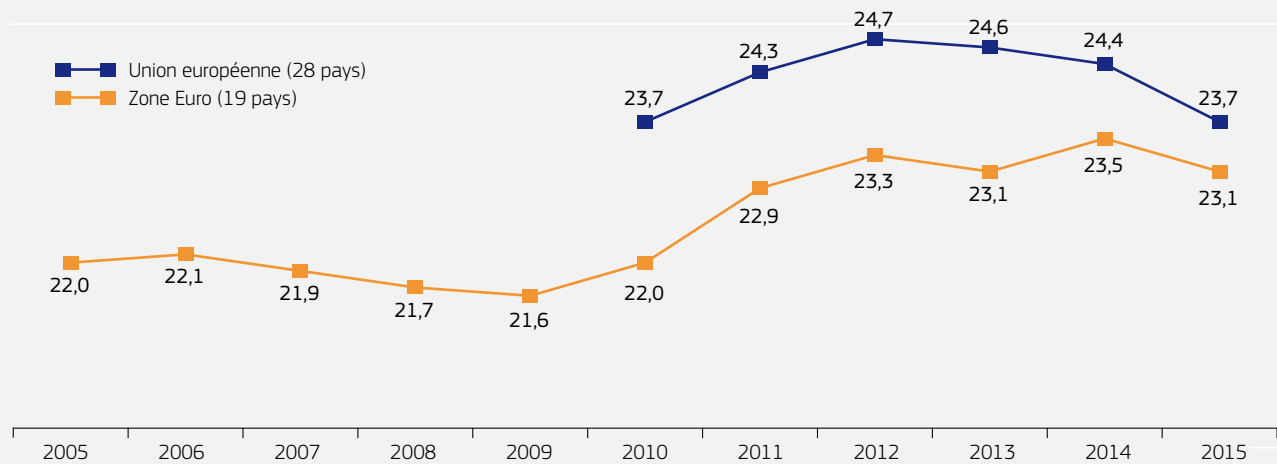
Il s'agit d'un indicateur de pauvreté relative. Le nombre total de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est inférieur à la somme des nombres dans chaque catégorie, de nombreuses personnes relevant de plusieurs de ces catégories.

Points saillants: en 2015, une personne sur quatre dans l'UE était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un examen détaillé révèle qu'un tiers des jeunes âgés de 18 à 24 ans, un tiers des personnes diplômées, au plus, du premier cycle de l'enseignement secondaire, et deux tiers des chômeurs, étaient exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Graphique 10: Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (% de la population totale)

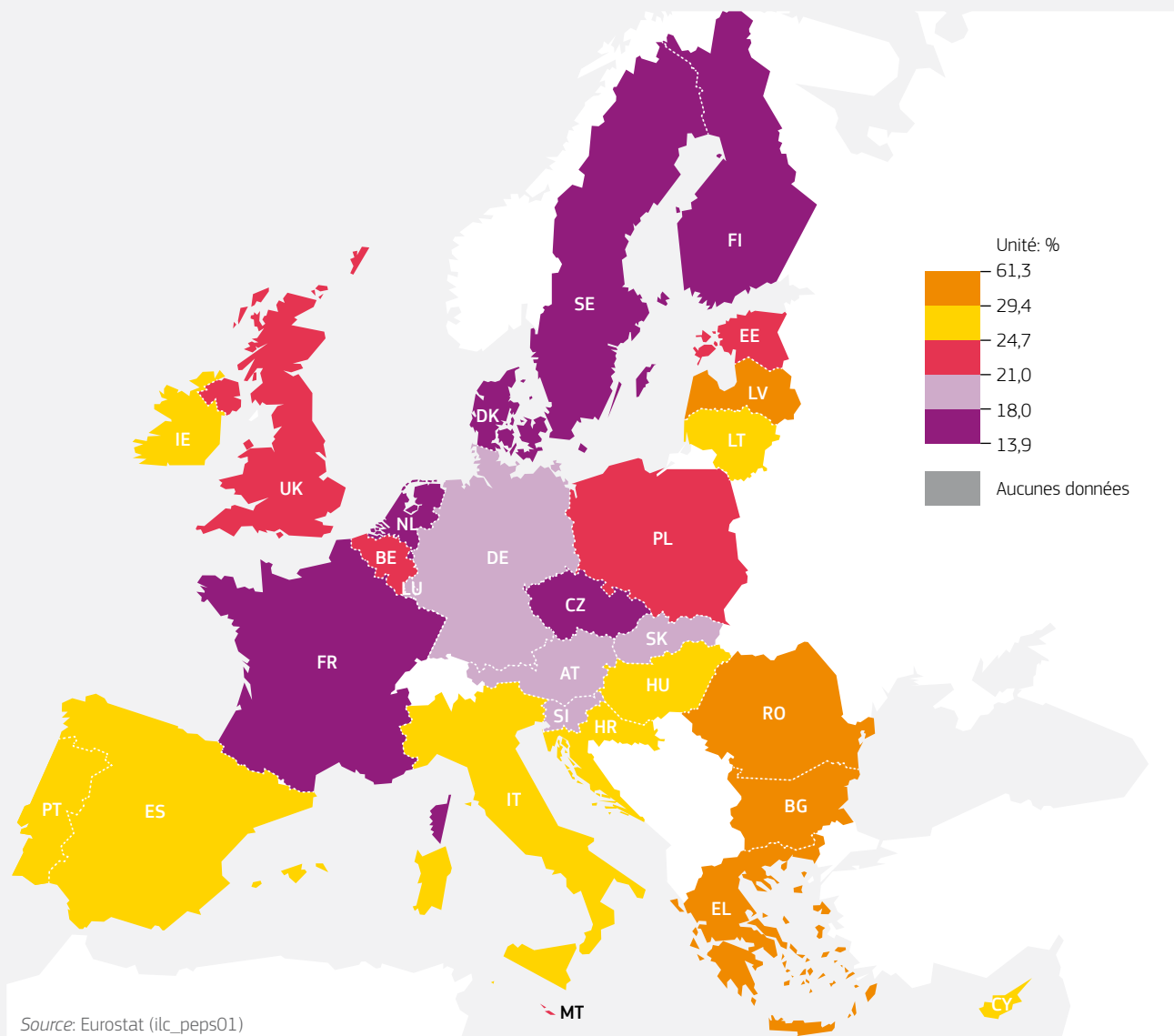


Graphique 11: Part de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les États membres de l'UE (% de la population totale)



Source: Eurostat (ilc_peps01)

Graphique 12: Part de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les États membres de l'UE (% de la population totale)



Égalité des chances et accès au marché du travail

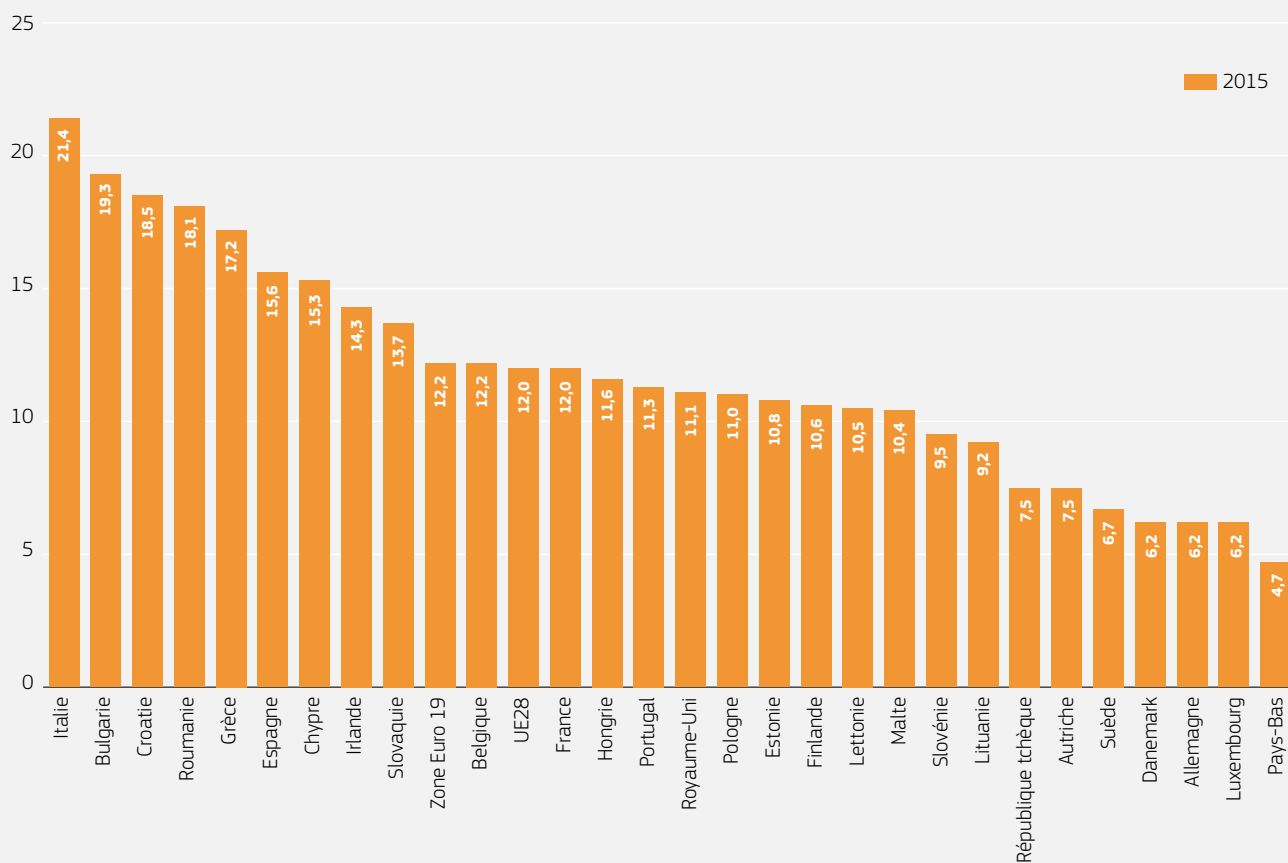
5. JEUNESSE

JEUNES SANS EMPLOI QUI NE SUIVENT NI ÉTUDES NI FORMATION (TAUX NEET) (% DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 À 24 ANS)

Description: la notion de «jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation» correspond au pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans qui n'occupe pas d'emploi et qui ne poursuit ni études ni formation complémentaires.

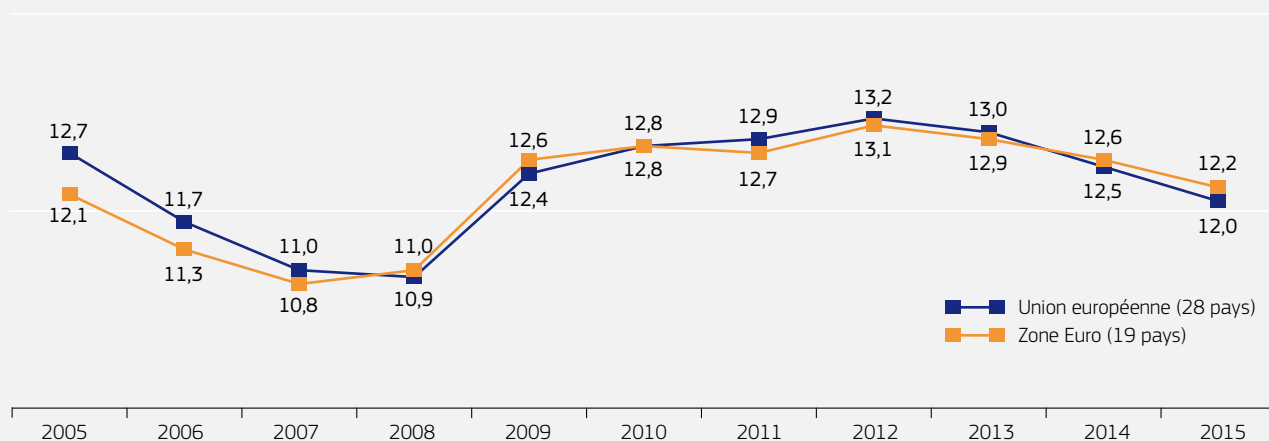
Points saillants: la part des jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation a diminué, passant de 13,2 % en 2012 à 12,2 % en 2015. On enregistre des différences considérables entre les États membres, avec un taux NEET compris en 2015 entre 4,7 aux Pays-Bas et 21,4 en Italie.

Graphique 13: Jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation (taux NEET)
(% de la population âgée de 15 à 24 ans)



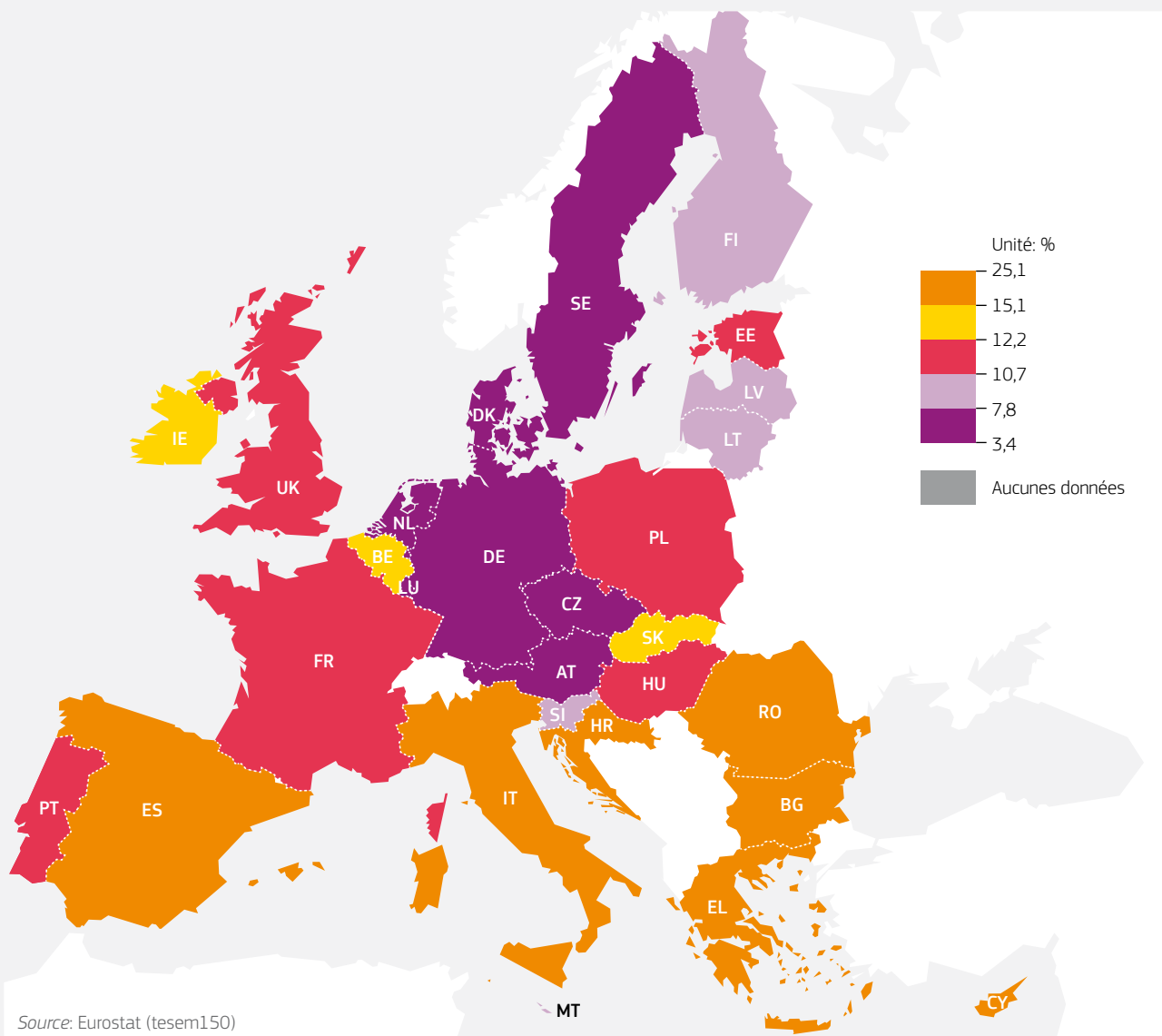
Source: Eurostat (tesem150)

Graphique 14: Taux NEET dans l'UE28 et la zone euro (2000-2015)



Source: Eurostat (tesem150)

Graphique 15: Taux NEET dans les États membres de l'UE (2015)



Source: Eurostat (tesem150)

Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables

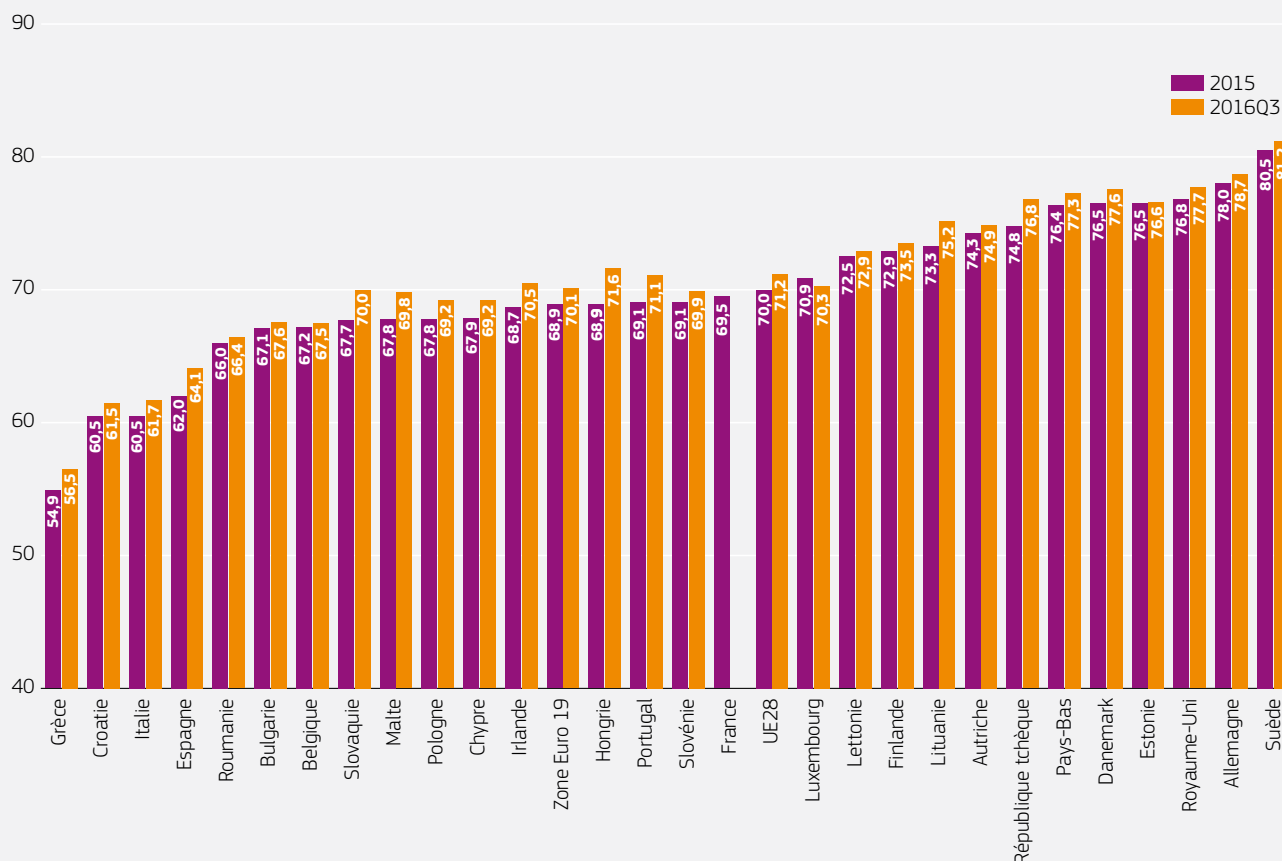
6. STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE

TAUX D'EMPLOI (% DE LA POPULATION ÂGÉE DE 20 À 64 ANS)

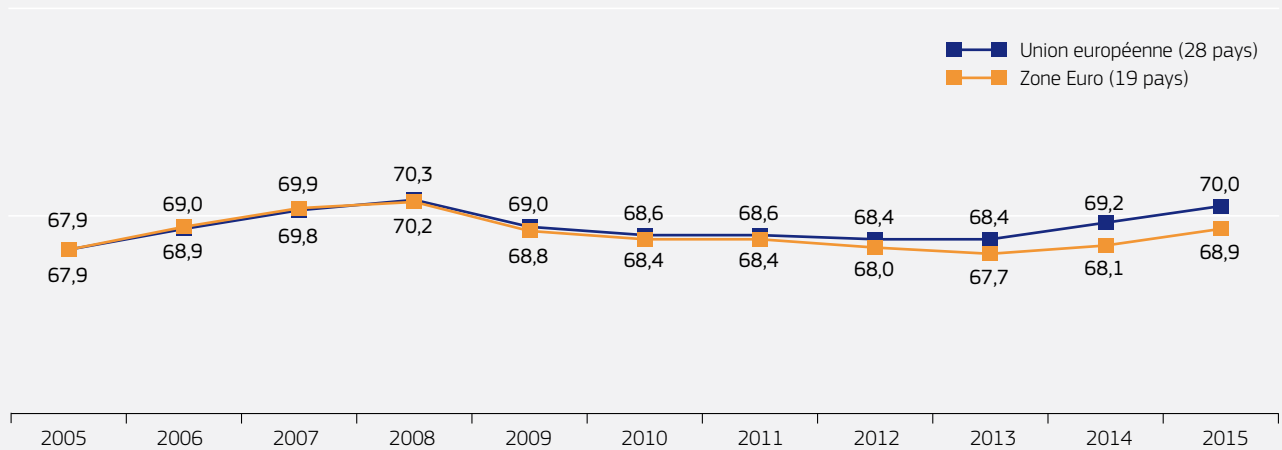
Description: le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes occupant un emploi et la population totale de la même tranche d'âge, en pourcentage.

Points saillants: pour la première fois depuis 2008, le taux d'emploi dans l'UE a atteint 70 % de la population en âge de travailler (20 à 64 ans) en 2015. En 2016, la plupart des États membres ont enregistré des améliorations des taux d'emploi, modestes ou considérables. Le niveau d'éducation a une influence notable sur l'employabilité, car les taux d'emploi sont plus élevés chez les personnes hautement qualifiées que chez celles ayant un niveau d'éducation faible.

Graphique 16: Taux d'emploi (% de la population âgée de 20 à 64 ans)

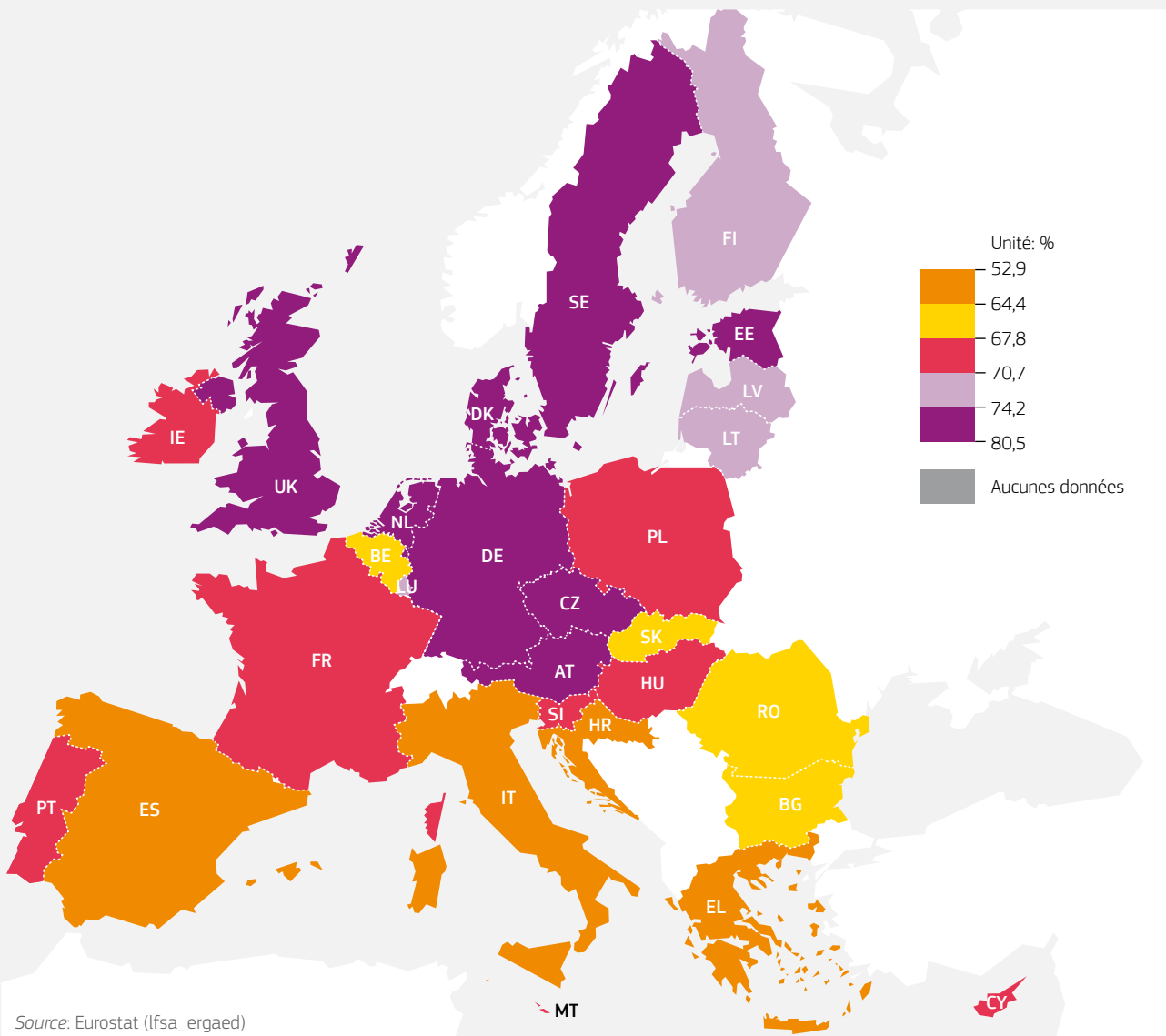


Graphique 17: Taux d'emploi dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (lfsa_ergaed)

Graphique 18: Taux d'emploi dans les États membres de l'UE (2015)



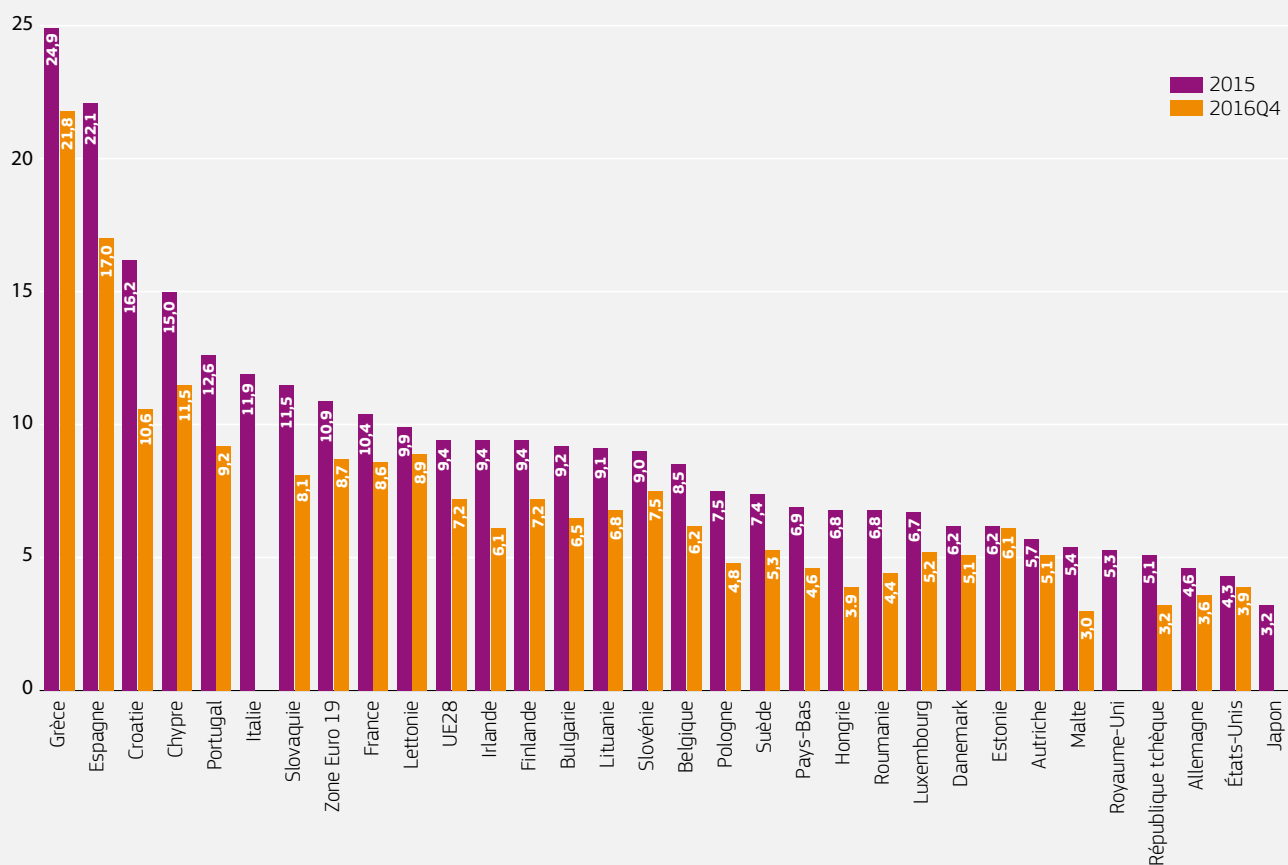
Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables

TAUX DE CHÔMAGE (% DE LA POPULATION ACTIVE ÂGÉE DE 15 À 74 ANS)

Description: un chômeur est défini comme une personne sans travail durant la semaine de référence; disponible pour commencer à travailler au cours des deux semaines suivantes (ou ayant déjà trouvé un emploi devant débiter dans les trois mois suivants); qui était activement à la recherche d'un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Le taux de chômage correspond au pourcentage de personnes sans emploi dans la population active totale.

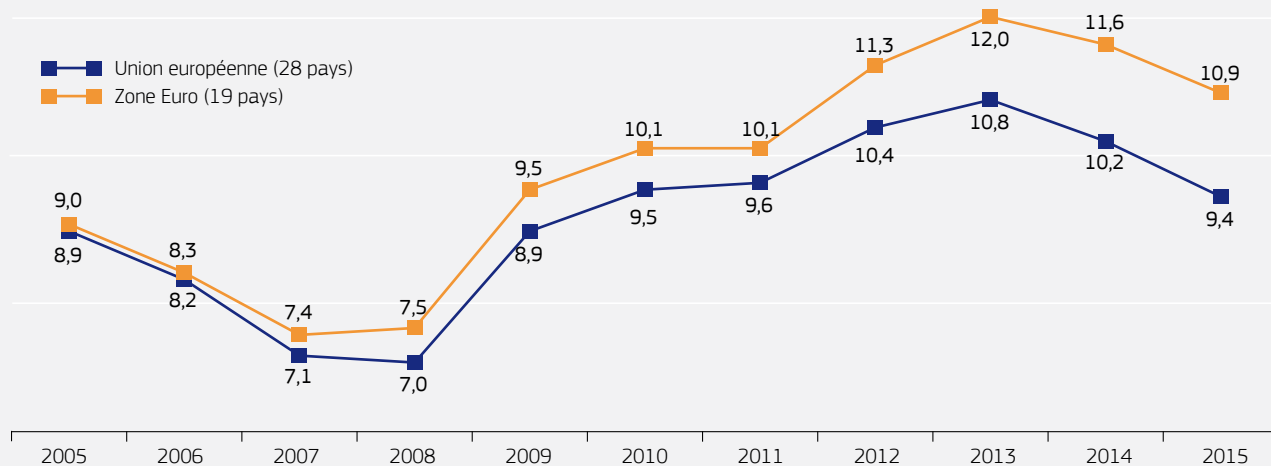
Points saillants: les taux de chômage varient grandement entre les États membres de l'UE, avec un taux de 4,6 % en Allemagne et au Royaume-Uni contre 24,9 % en Grèce, en 2015. De plus, la crise économique et financière a influencé de différentes manières les taux d'emploi dans les États membres, certains d'entre eux ayant enregistré une hausse et d'autres une baisse des taux de chômage par rapport à leur situation avant la crise. En 2015, tous les États membres de l'UE présentaient des taux de chômage supérieurs à ceux des États-Unis et du Japon.

Graphique 19: Taux de chômage (% de la population active âgée de 15 à 74 ans)



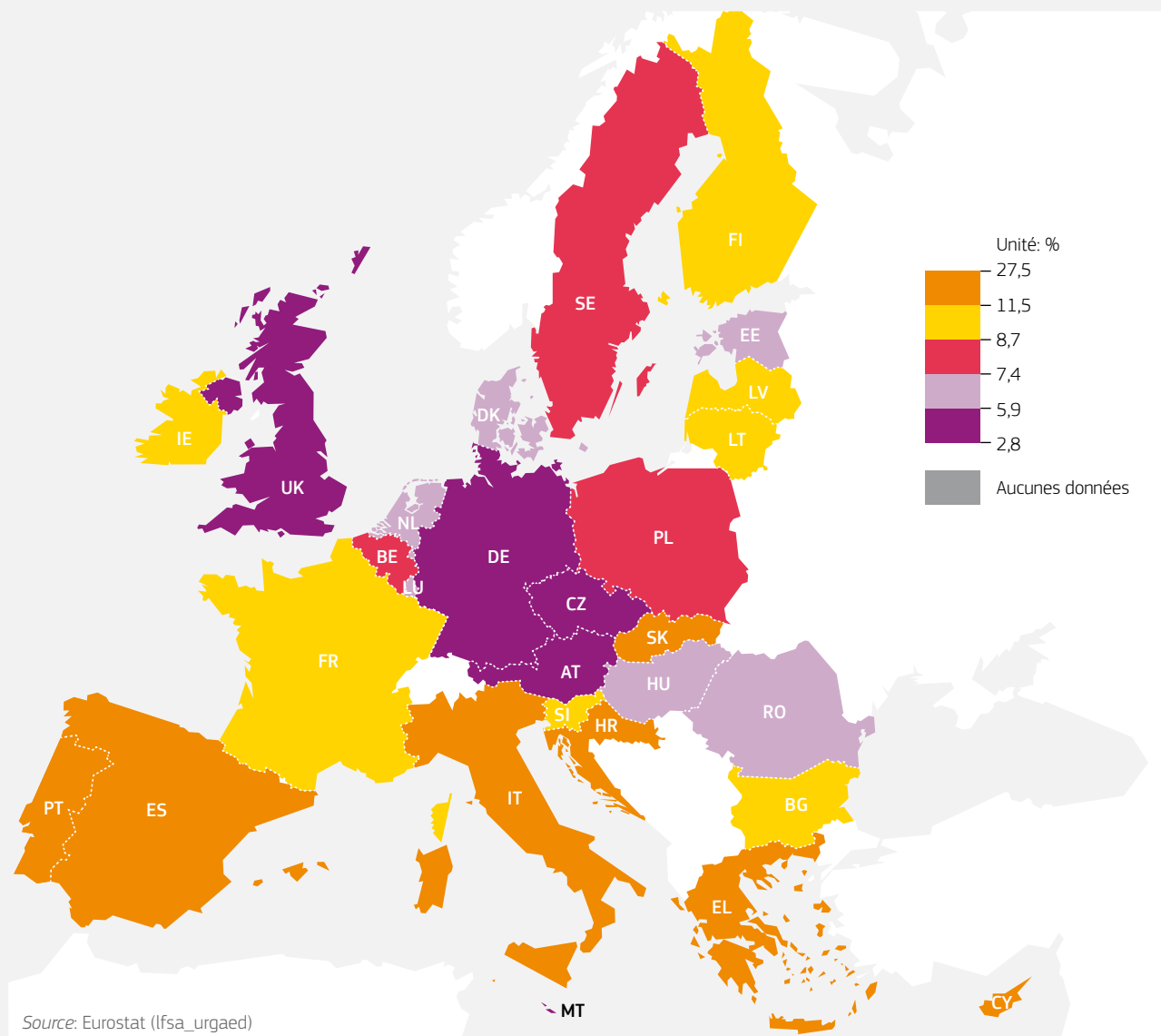
Source: Eurostat (lfsa_urgaed)

Graphique 20: Taux de chômage dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (lfsa_urgaed)

Graphique 21: Taux de chômage dans les États membres de l'UE (2015)



Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables

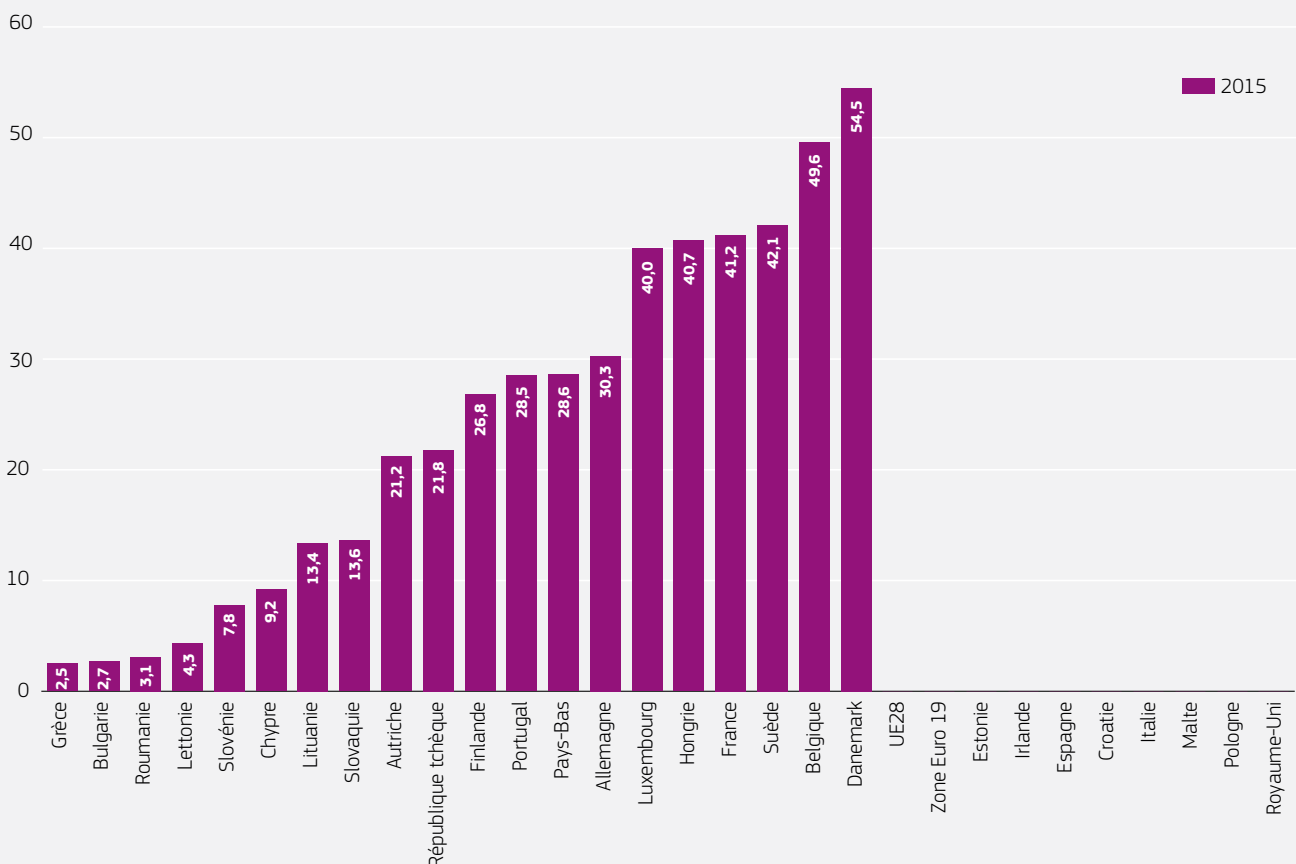
7. DYNAMIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

PARTICIPANTS À DES POLITIQUES D'ACTIVATION OU DE SOUTIEN DU MARCHÉ DU TRAVAIL POUR 100 PERSONNES DÉSIREUSES DE TRAVAILLER (TOTAL)

Description: la part de participants à des politiques d'activation ou de soutien du marché du travail pour 100 personnes désireuses de travailler. Ces politiques du marché du travail couvrent des interventions qui offrent aux groupes défavorisés sur le marché du travail un soutien temporaire, et visent à activer les chômeurs, aider les personnes à passer d'une inactivité involontaire à l'emploi, ou maintenir les emplois de personnes menacées par le chômage. Types d'intervention: formation, incitations à l'emploi, emploi protégé et réadaptation, création directe d'emplois et aides à la création d'entreprise.

Points saillants: en 2015, le nombre de participants à des PMT a largement varié dans les États membres de l'UE, allant de moins de 3 % en Grèce et en Bulgarie à presque 50 % ou plus en Belgique et au Danemark. Aucune données ne sont disponibles pour la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, l'Irlande, Malte, la Pologne et le Royaume-Uni.

Graphique 22: Participants à des politiques d'activation ou de soutien du marché du travail pour 100 personnes désireuses de travailler (total)



Source: Eurostat (Imp_ind_actsup)

Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables

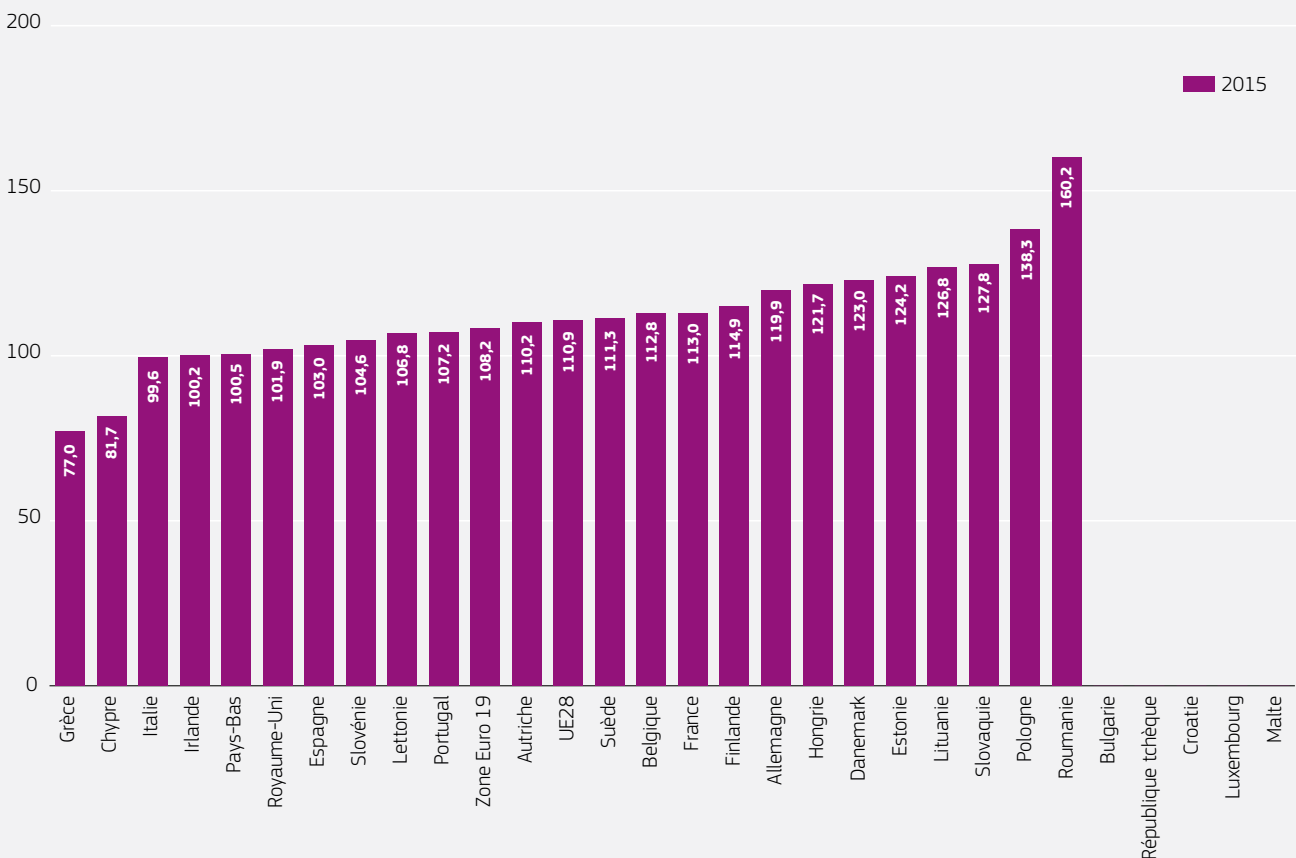
8. REVENUS, Y COMPRIS CEUX LIÉS À L'EMPLOI

REVENU DISPONIBLE BRUT RÉEL DES MÉNAGES (INDICE 2008=100)

Description: le revenu disponible brut ajusté réel des ménages par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) correspond au revenu disponible brut ajusté des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) divisé par les parités de pouvoir d'achat (PPA) de la consommation individuelle effective des ménages et par le total de la population résidente, auquel l'indice 2008=100 est ensuite appliqué.

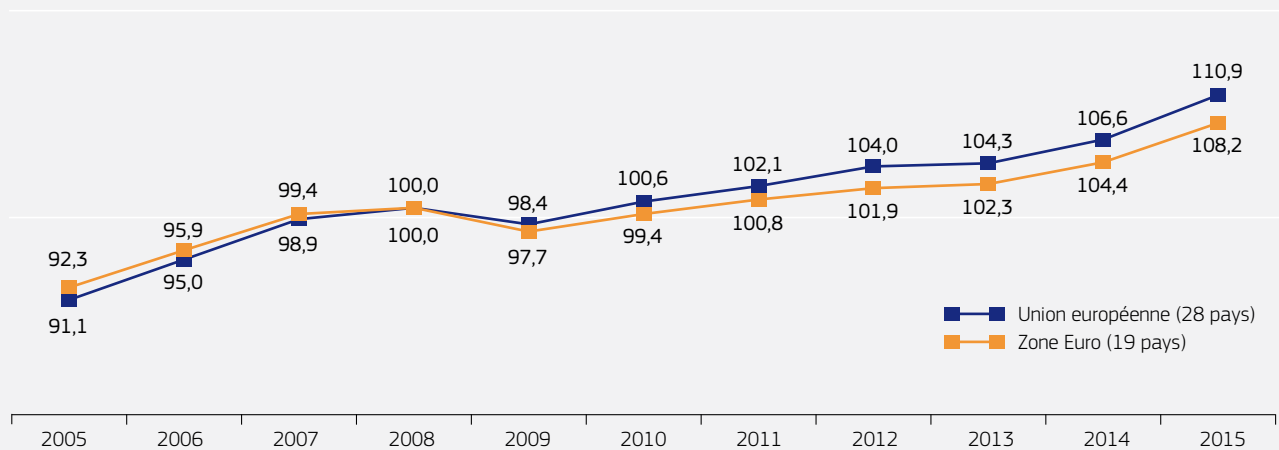
Points saillants: depuis 2005, le revenu disponible brut réel des ménages a affiché une nette tendance à la hausse. En 2015, seuls deux États membres de l'UE (Grèce et Chypre) présentaient un revenu disponible brut réel des ménages inférieur à celui de 2008.

Graphique 23: Revenu disponible brut réel des ménages (indice 2008=100)



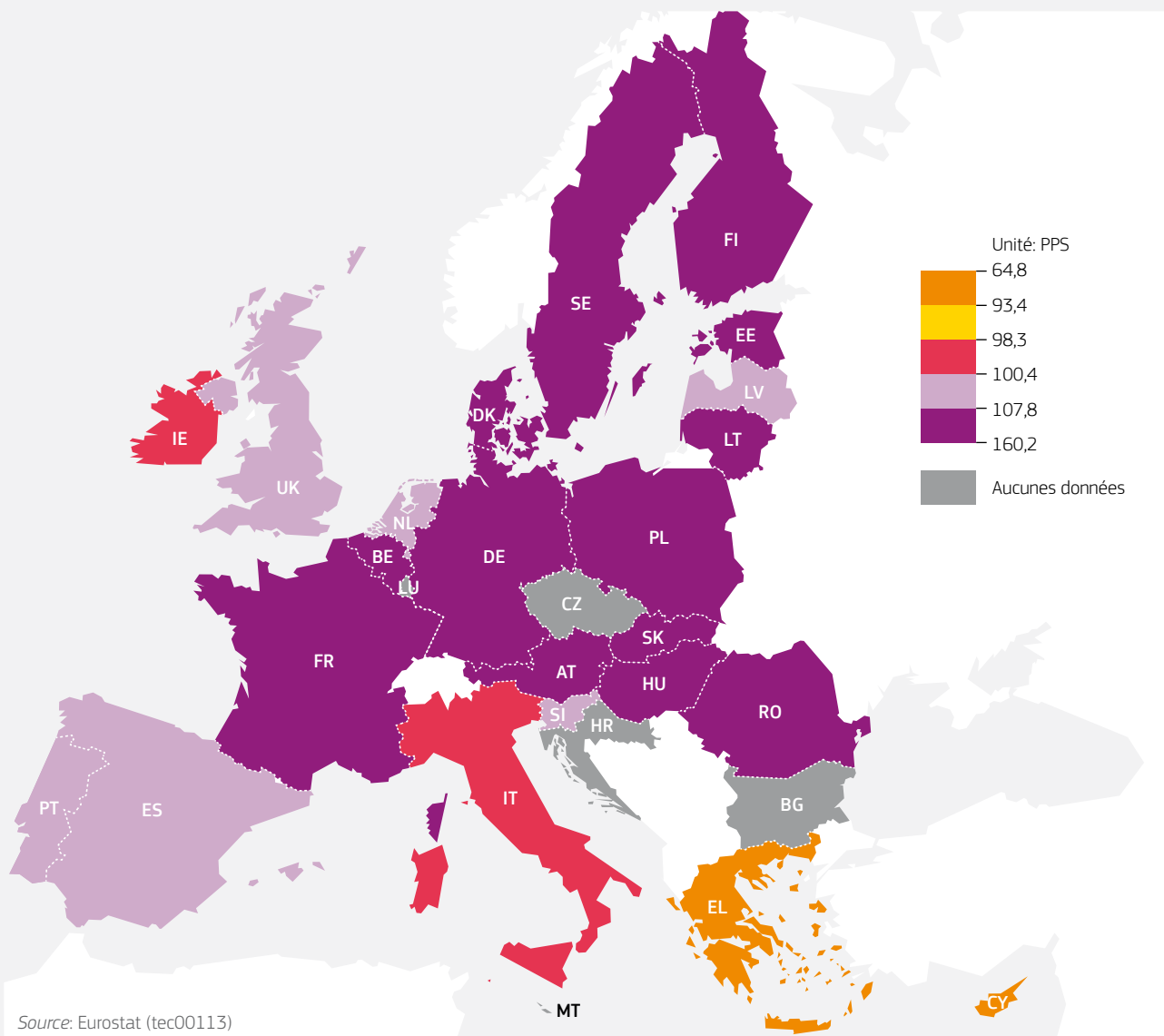
Source: Eurostat (tec00113)

Graphique 24: Revenu disponible brut réel des ménages dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (tec00113)

Graphique 25: Revenu disponible brut réel des ménages dans les États membres de l'UE (2015)



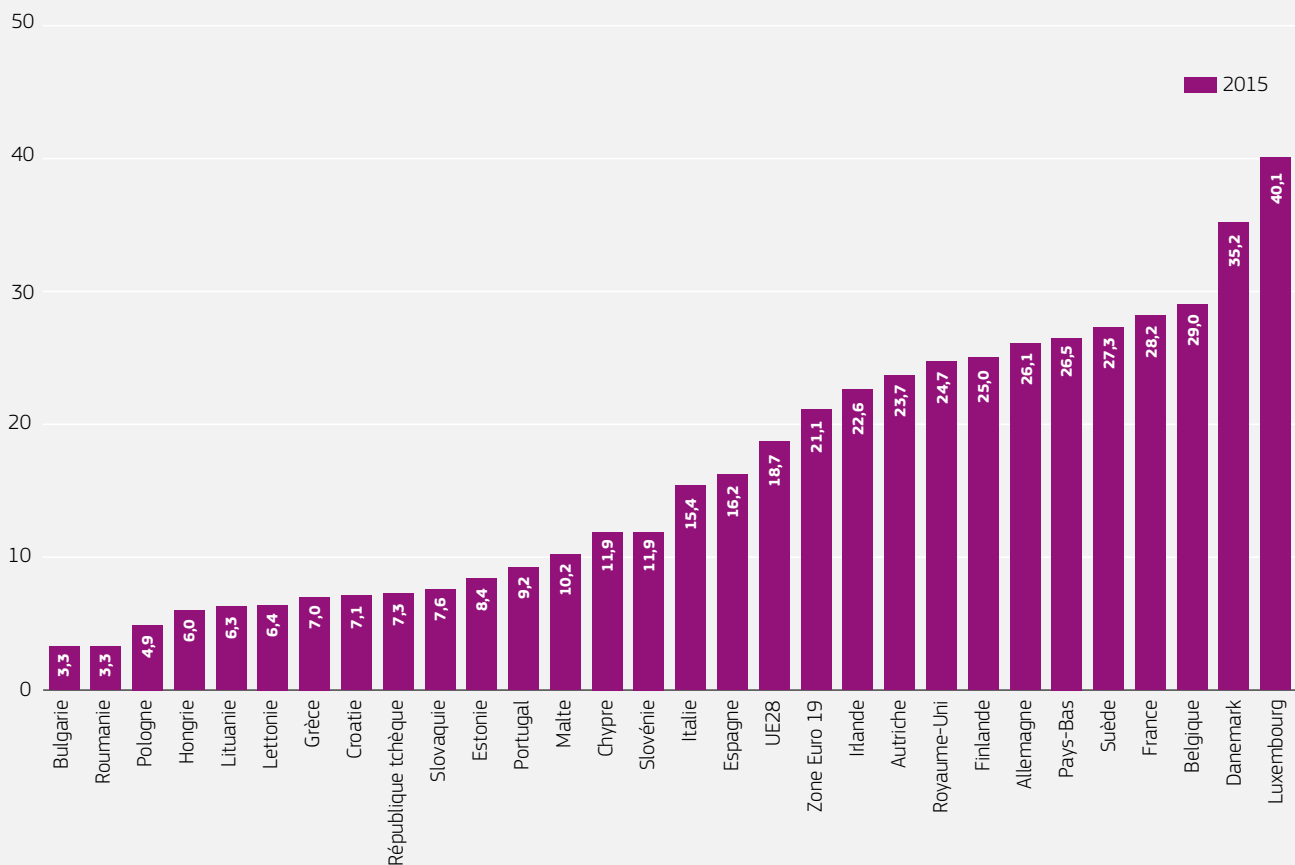
Marchés du travail dynamiques et conditions de travail équitables

RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR HEURE TRAVAILLÉE (EUROS)

Description: la rémunération des salariés comprend les salaires, les traitements en espèces et en nature et les cotisations sociales à charge de l'employeur.

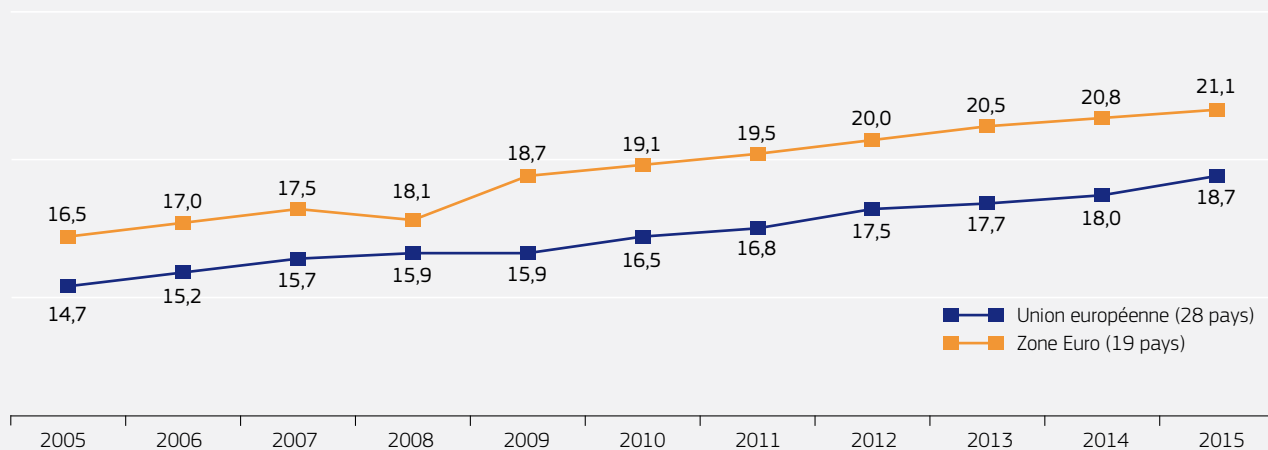
Points saillants: La rémunération par salarié n'a cessé de croître, même pendant les années de crise. On enregistre des différences considérables entre les États membres, avec une rémunération par employé comprise en 2015 entre 3,3 € par heure travaillée en Bulgarie et en Roumanie et 40,1 € par heure au Luxembourg.

Graphique 26: Rémunération des salariés par heure travaillée (euros)



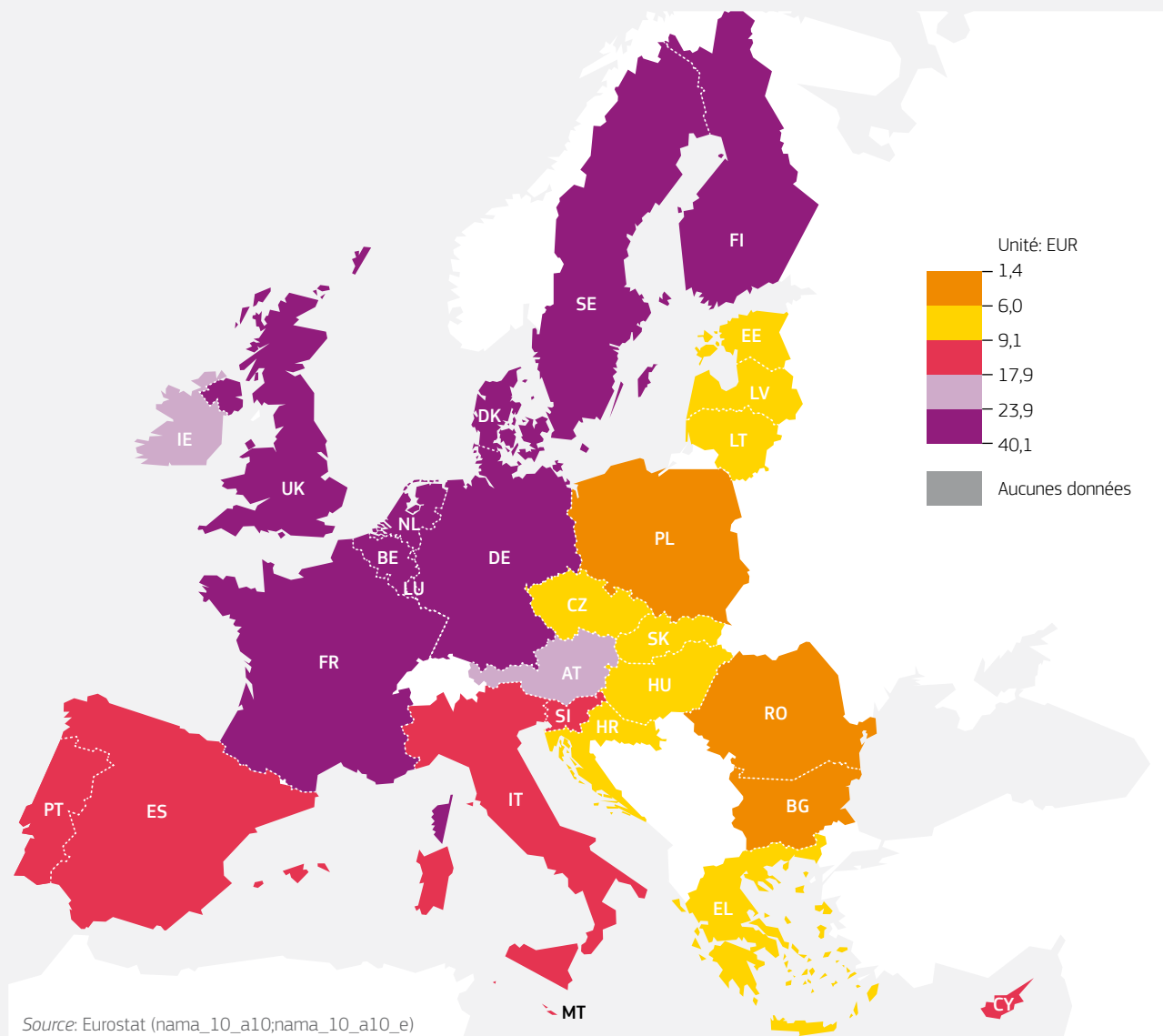
Source: Eurostat (nama_10_a10;nama_10_a10_e)

Graphique 27: Rémunération des salariés par heure travaillée dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (nama_10_a10;nama_10_a10_e)

Graphique 28: Rémunération des salariés par heure travaillée dans les États membres de l'UE (2015)



Soutien des pouvoirs publics/Protection et inclusion sociales

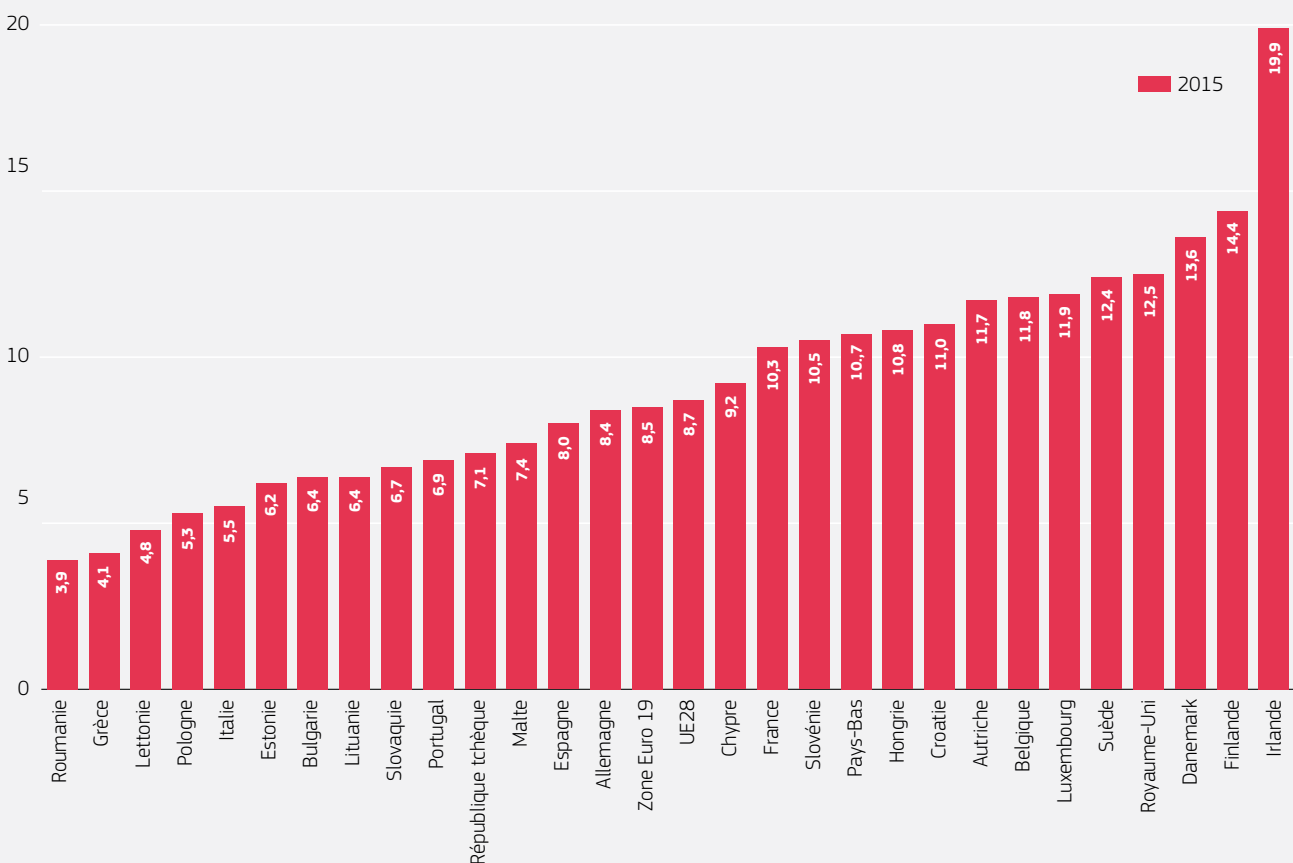
9. INCIDENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

INCIDENCE DES TRANSFERTS SOCIAUX (AUTRES QUE LES PENSIONS) SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Description: la réduction du taux de risque de pauvreté exprimée en % après transferts sociaux, correspondant à la différence entre le taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux.

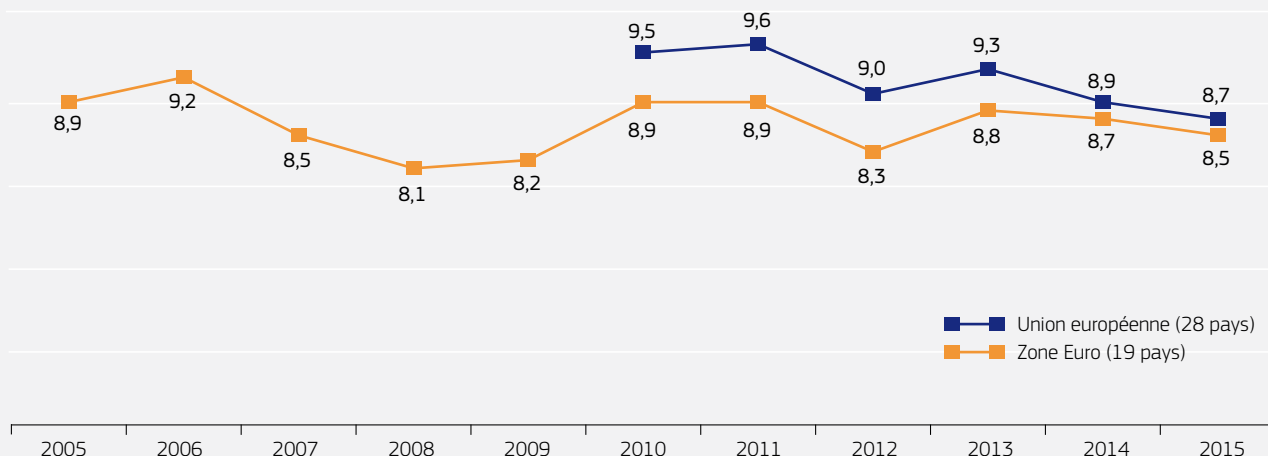
Points saillants: en 2015, les transferts sociaux ont permis de diminuer la part des personnes exposées au risque de pauvreté de 8,7 points de pourcentage (de 26,0 % à 17,3 %). Cette incidence diffère largement selon les États membres, avec 3,9 points de pourcentage en Roumanie et presque 20 points de pourcentage en Irlande.

Graphique 29: Incidence des transferts sociaux (autres que les pensions) sur la réduction de la pauvreté



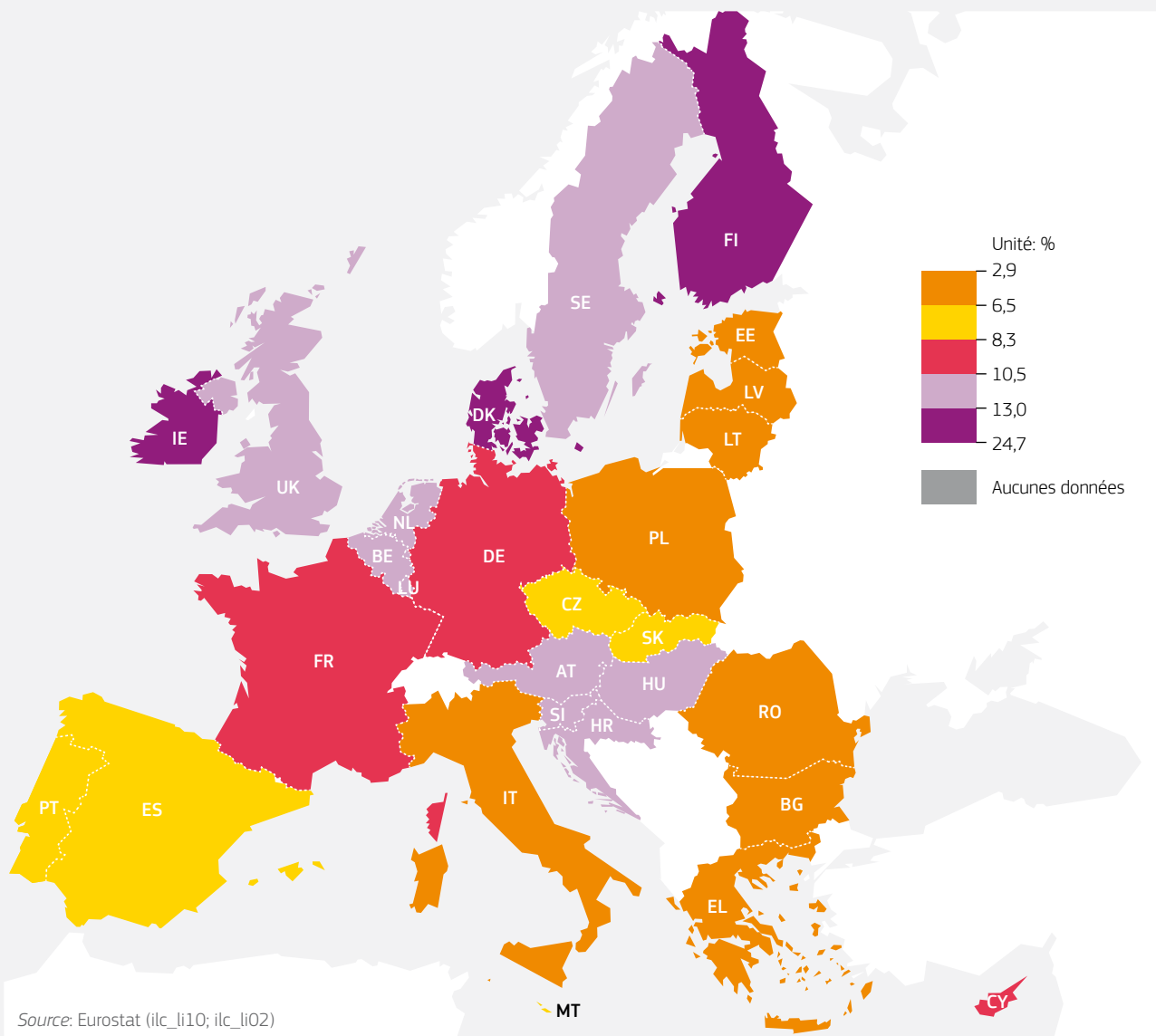
Source: Eurostat (ilc_li10; ilc_li02)

Graphique 30: Incidence des transferts sociaux dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (ilc_li10; ilc_li02)

Graphique 31: Incidence des transferts sociaux dans les États membres de l'UE (2015)



Soutien des pouvoirs publics/Protection et inclusion sociales

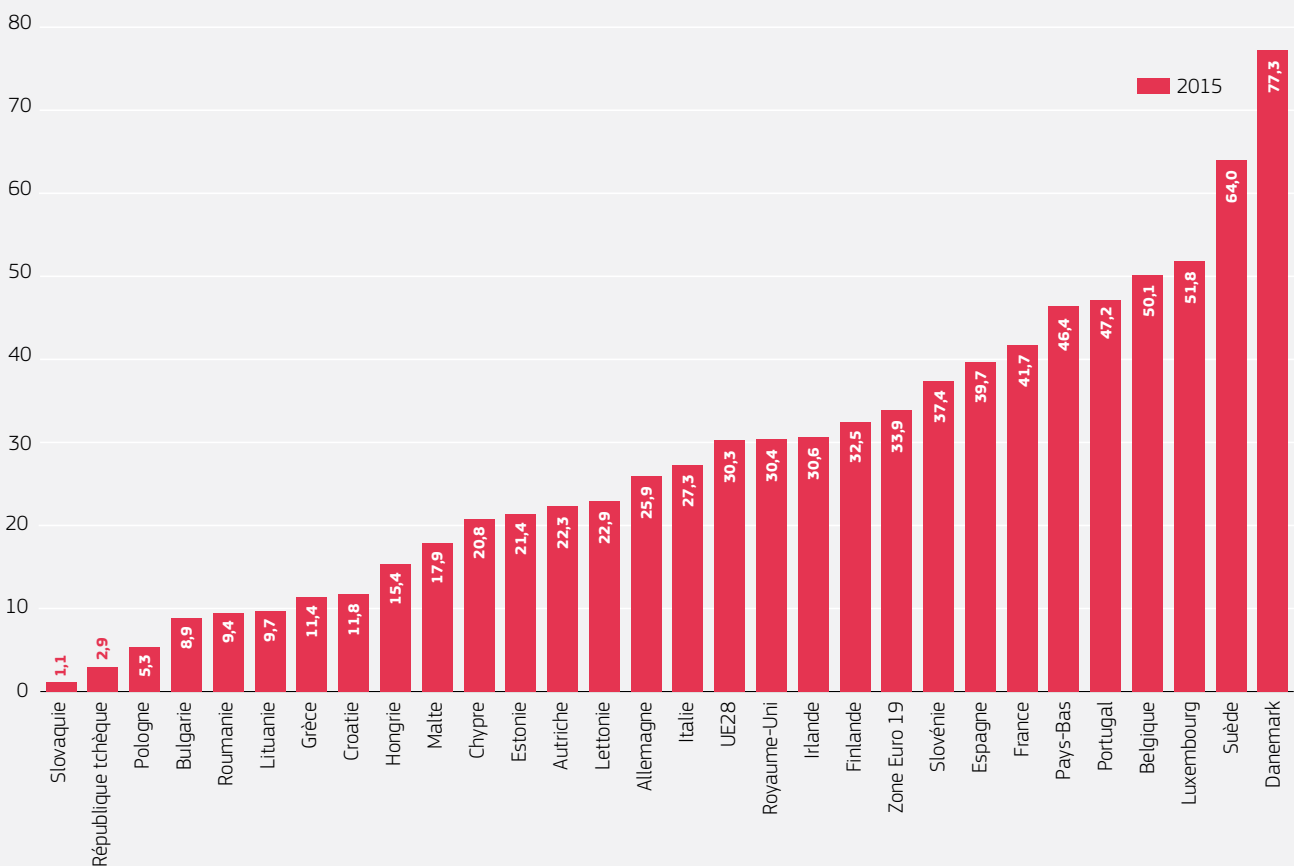
10. ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS

ENFANTS DANS DES STRUCTURES D'ACCUEIL (% DES ENFANTS ÂGÉS DE MOINS DE 3 ANS)

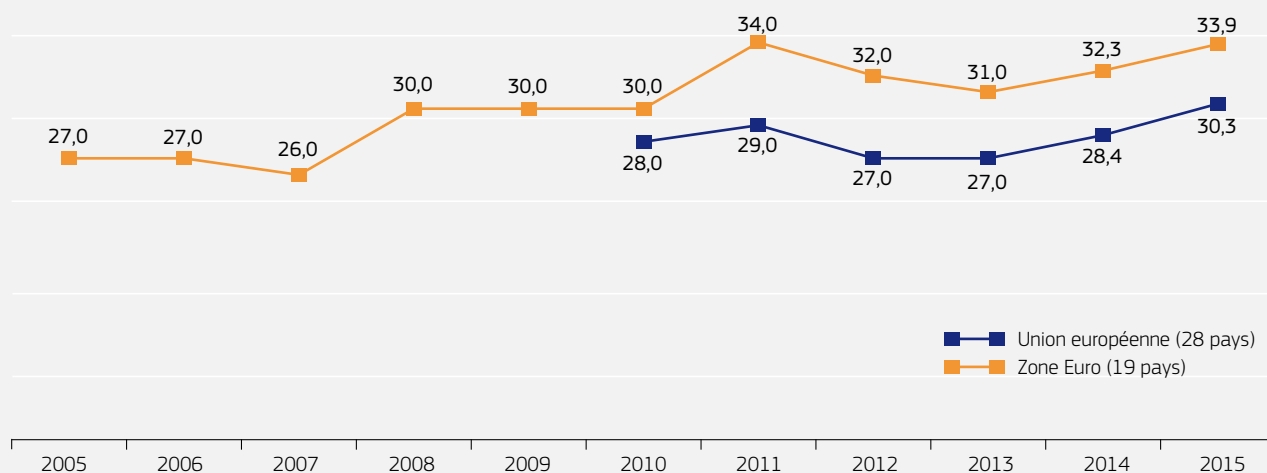
Description: pourcentage d'enfants pris en charge dans des structures d'accueil parmi l'ensemble des enfants de la même tranche d'âge.

Points saillants: en 2015, la part des enfants de 0 à 3 ans pris en charge dans des structures d'accueil variait considérablement selon les États membres, allant de 1,1 % en Slovaquie à 77,3 % en Danemark. Compte tenu de la faible association entre cet indicateur et la participation des femmes au marché du travail, les différences entre les États membres semblent dues aux différences culturelles (enfants gardés par la famille contre structure d'accueil). À long terme, l'investissement dans les structures d'accueil et l'éducation préprimaire génère des retours supérieurs et est plus susceptible d'aider les enfants d'un faible statut socio-économique.

Graphique 32: Enfants dans des structures d'accueil (% des enfants âgés de moins de 3 ans)

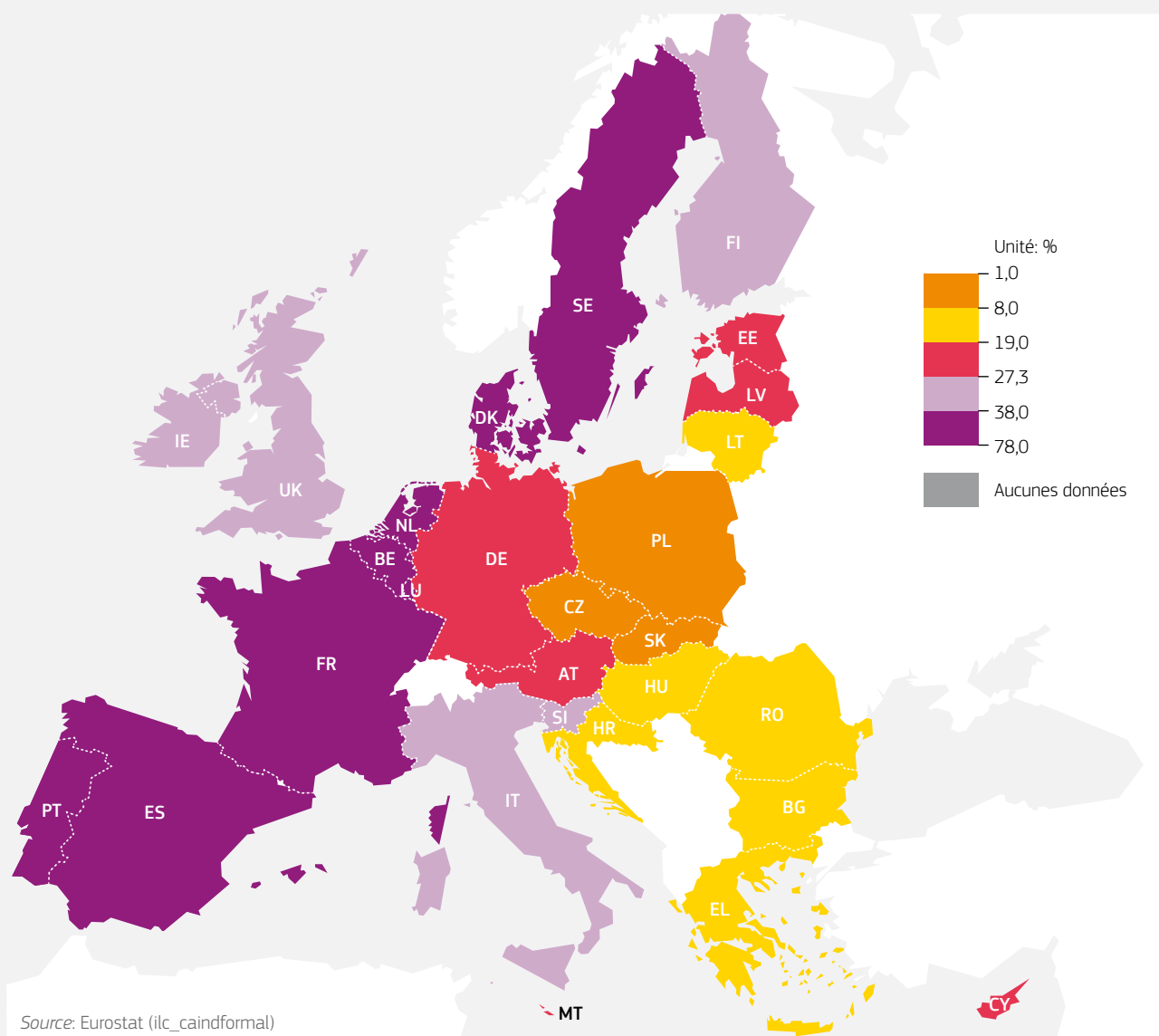


Graphique 33: Enfants dans des structures d'accueil dans l'UE28 et la zone euro (2005-2015)



Source: Eurostat (ilc_caindformal)

Graphique 34: Enfants dans des structures d'accueil dans les États membres de l'UE (2015)



Soutien des pouvoirs publics/Protection et inclusion sociales

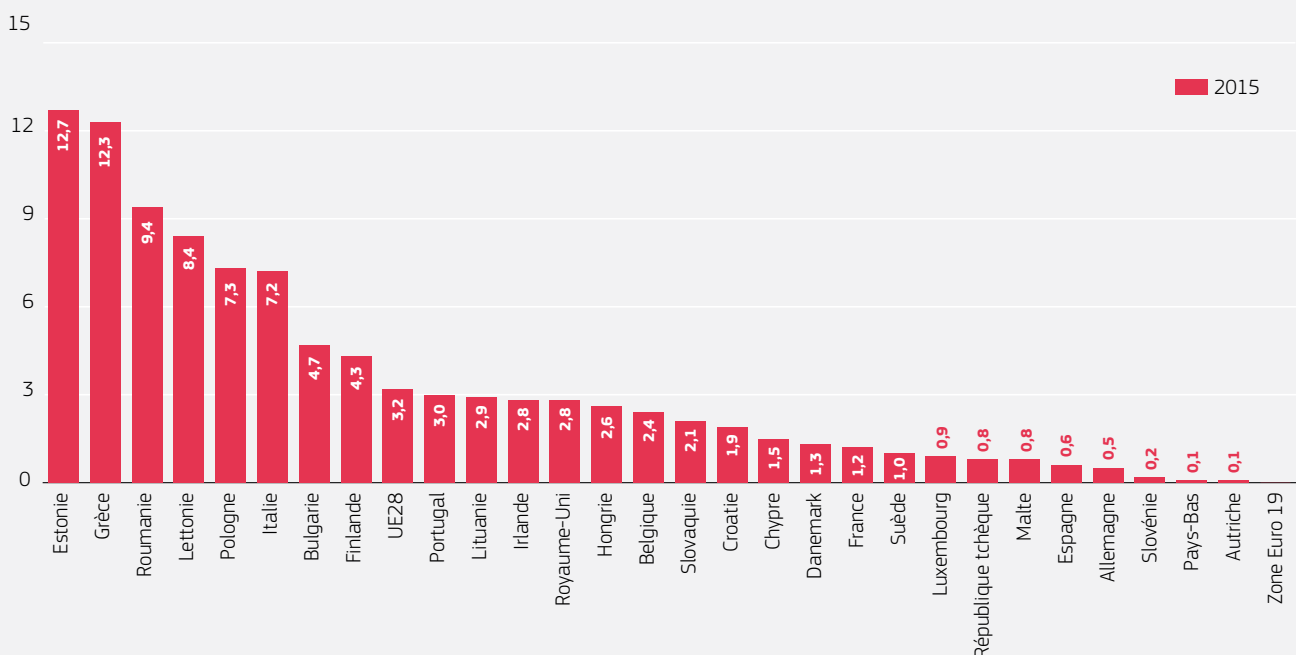
11. SOINS DE SANTÉ

BESOINS EN SOINS MÉDICAUX NON SATISFAITS DÉCLARÉS PAR L'INTÉRESSÉ
(% DE LA POPULATION TOTALE)

Description: La notion de «besoins en soins médicaux non satisfaits déclarés par l'intéressé» concerne la propre appréciation d'une personne quant à la question de savoir si elle avait besoin de consulter un médecin ou de suivre un traitement pour un type de soins de santé particulier mais ne l'a pas fait ou n'a pas cherché à le faire pour les trois raisons suivantes: «raisons financières», «liste d'attente» et «distance trop grande». Les problèmes rapportés par les personnes qui tentent d'obtenir des soins en cas de maladie reflètent souvent des obstacles considérables. Les soins médicaux désignent les services de soins de santé individuels (examens ou traitements médicaux, à l'exception des soins dentaires) fournis par des médecins ou des professions équivalentes, ou sous leur supervision directe, conformément aux systèmes nationaux de soins de santé. Les données sont collectées dans le cadre de l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie et se rapportent à de tels besoins au cours des 12 mois précédents. Les données sont exprimées en pourcentage de la population âgée de 16 ans et plus vivant dans un ménage privé.

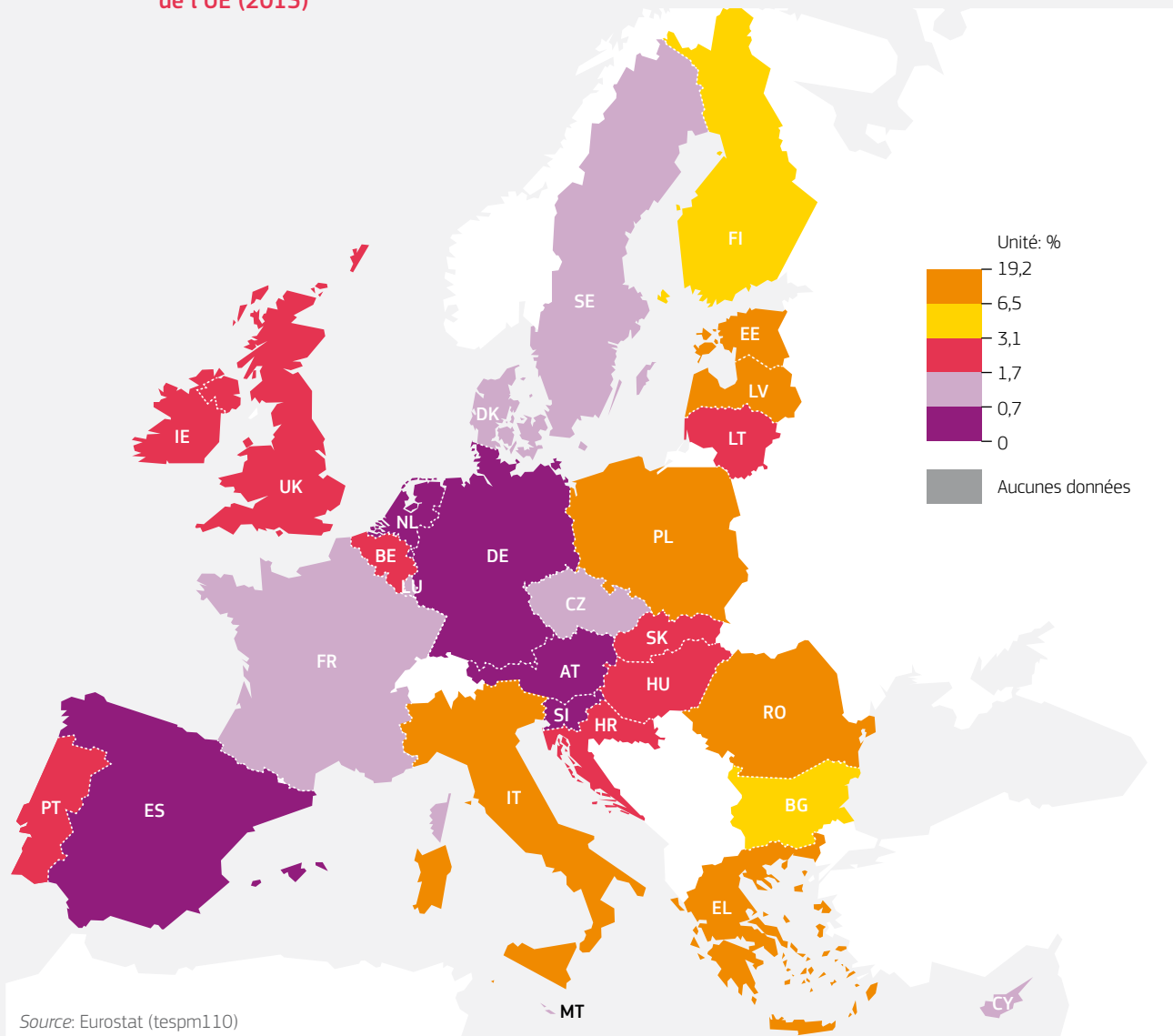
Points saillants: la part de la population indiquant qu'elle n'a pas pu satisfaire ses besoins médicaux, en particulier pour des raisons financières, a enregistré une tendance à la hausse après la crise. En moyenne, dans les pays de l'UE, dans les groupes à faibles revenus, quatre fois plus de personnes ont rapporté des besoins médicaux non satisfaits pour des raisons financières, géographiques ou de temps d'attente que les personnes dans les groupes à revenus élevés (6,4 % contre 1,5 %), et ce principalement en raison du coût trop élevé des soins médicaux. Toute augmentation des besoins en soins médicaux non satisfaits, particulièrement chez les personnes à faibles revenus, peut entraîner une dégradation de l'état de santé de la population affectée, ainsi qu'une augmentation des inégalités en matière de santé. En 2015, la part de la population signalant qu'elle n'avait pas pu satisfaire ses besoins médicaux variait entre à peine 0,1 % en Autriche et aux Pays-Bas et plus de 10 % en Grèce et en Estonie.

Graphique 35: Besoins en soins médicaux non satisfaits déclarés par l'intéressé (% de la population totale)



Source: Eurostat (tespm110)

Graphique 36: Besoins en soins médicaux non satisfaits déclarés par l'intéressé dans les États membres de l'UE (2015)



Soutien des pouvoirs publics/Protection et inclusion sociales

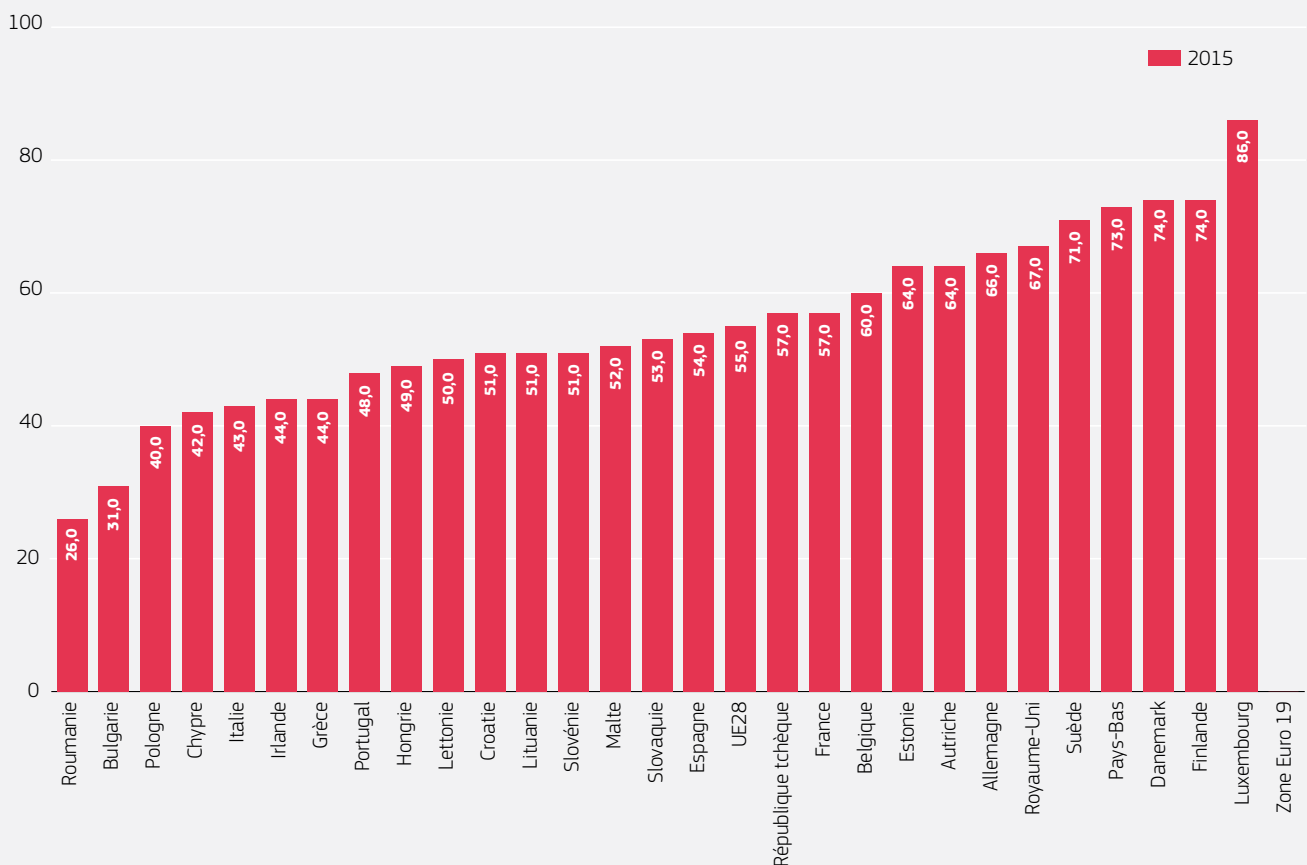
12. ACCÈS NUMÉRIQUE

LE NIVEAU DE COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES PERSONNES

Description: pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans possédant des compétences numériques générales de base ou plus avancées.

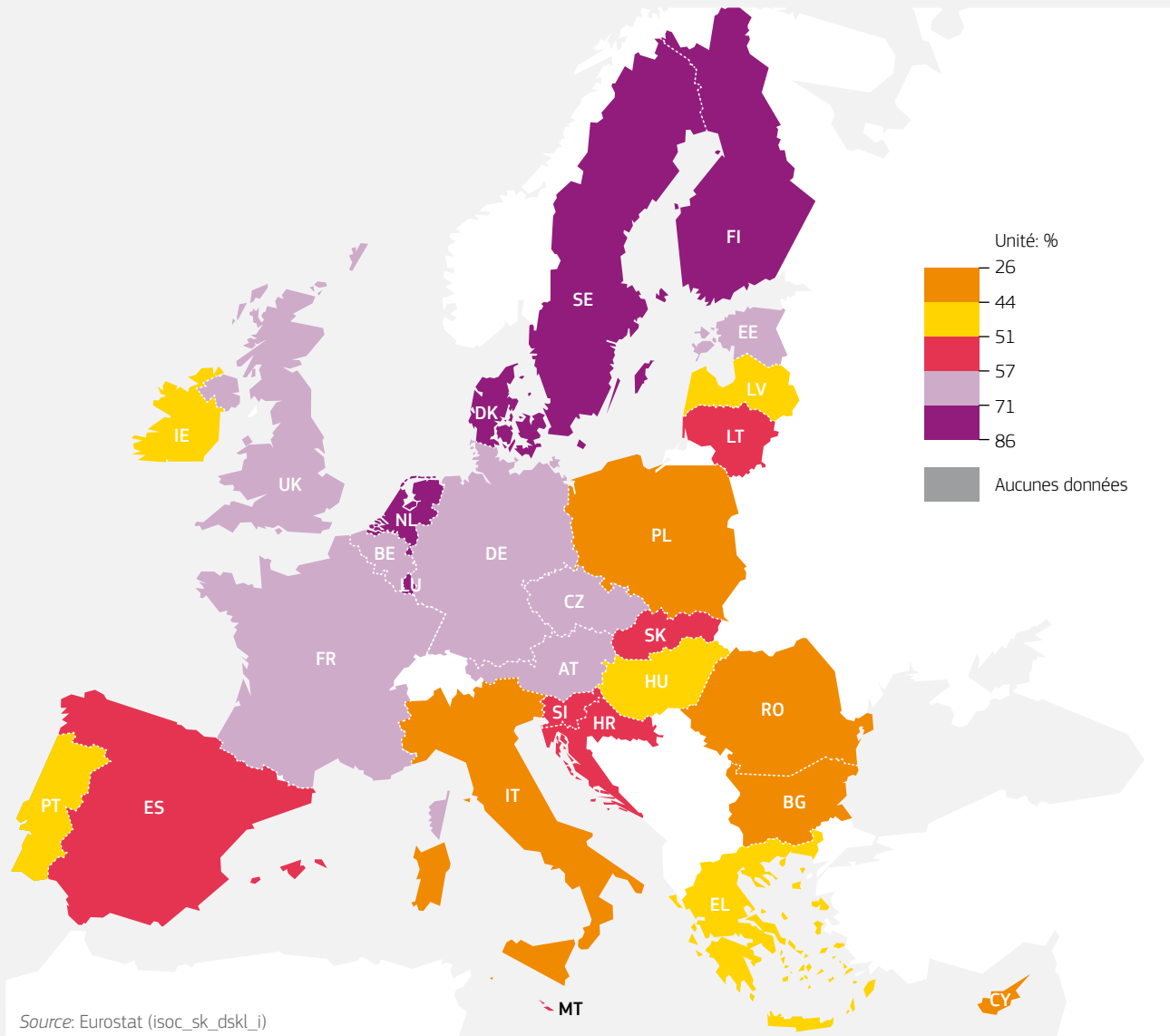
Points saillants: les compétences numériques sont au cœur de l'économie du savoir, et toujours plus importantes dans la vie quotidienne des populations. Toutefois, le niveau de compétences numériques de la population de l'UE semble insuffisant. En 2015, 45 % de la population de l'UE ne possédait pas de compétences numériques de base.

Graphique 37: Population possédant au moins des compétences numériques de base (% de la population totale âgée de 16 à 74 ans)



Source: Eurostat (isoc_sk_dskl_i)

**Graphique 38: Population possédant au moins des compétences numériques de base
(% de la population totale âgée de 16 à 74 ans) dans les États membres de l'UE (2015)**



Comment prendre contact avec l'Union européenne?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: <http://europa.eu/contact>

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct is a service that answers your questions about the European Union. You can contact this service

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

— par téléphone:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696;

— par courrier électronique via la page <http://europa.eu/contact>

Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse <http://europa.eu>

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes sur le site EU Bookshop à l'adresse suivante: <http://bookshop.europa.eu>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (<http://europa.eu/contact>)

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante: <http://eur-lex.europa.eu>

Open data from the EU

Le portail des données ouvertes de l'Union européenne (<http://data.europa.eu/euodp/en/data>) donne accès à des ensembles de données provenant de l'UE. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales.

Rue de la Loi / Wetstraat, 200
1040 Bruxelles/Brussels
+32 2 299 11 11

Pour en savoir plus
sur le socle européen des droits sociaux,
veuillez visiter
ec.europa.eu/european-pillar-social-rights



Office des publications

Print	ISBN 978-92-79-68031-1	doi:10.2767/190917	KE-01-17-363-FR-C
PDF	ISBN 978-92-79-68033-5	doi:10.2767/374810	KE-01-17-363-FR-N